



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des finances

FINA • NUMÉRO 070 • 2^e SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 10 mars 2015

Président

M. James Rajotte

Comité permanent des finances

Le mardi 10 mars 2015

•(0845)

[Traduction]

Le président (M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC)): Je déclare la séance ouverte.

Il s'agit de la séance n° 70 du Comité permanent des finances. Suivant l'ordre du jour, conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous menons une étude sur l'impact des bas prix du pétrole sur l'économie canadienne. Il s'agit de notre première réunion sur ce sujet.

Je tiens à souhaiter la bienvenue aux témoins présents ici, à Ottawa. Le premier groupe de témoins comporte également une personne qui s'adressera à nous depuis Edmonton.

Nous accueillons le président et chef de la direction de l'Association canadienne des producteurs pétroliers, M. Tim McMillan; le président et chef de la direction de l'Association canadienne des carburants, M. Peter Boag; le vice-président d'Encana Corporation, M. Richard Dunn; et le vice-président exécutif de Suncor Énergie Inc., M. Steve Reynish. Je vous souhaite à tous la bienvenue.

Gil McGowan, président de l'Alberta Federation of Labour, qui se trouve à Edmonton, devrait se joindre à nous. Espérons qu'il le fera à temps pour nous présenter son exposé.

Vous disposez chacun d'un maximum de cinq minutes pour votre déclaration préliminaire. Nous passerons ensuite aux questions des membres.

Monsieur McMillan, nous allons commencer par vous. Allez-y, s'il vous plaît.

M. Tim McMillan (président et chef de la direction, Association canadienne des producteurs pétroliers): Merci, monsieur le président.

Je remercie les membres du comité d'avoir invité l'ACPP à participer à la présente réunion.

Je vais d'abord vous présenter brièvement l'ACPP, et je vous parlerai ensuite des effets des prix actuels sur notre industrie et de l'incidence qu'ils auront, selon nous, sur le Canada.

L'ACPP représente les producteurs pétroliers et gaziers en amont du Canada. Nos membres sont responsables de 90 % de la production de pétrole et de gaz naturel au pays. Nous sommes, de loin, les plus importants investisseurs du secteur privé au Canada. En 2013, nous avons injecté quelque 74 milliards de dollars dans l'économie canadienne, et en 2014, environ 70 milliards de dollars. Grâce à ces investissements, au cours des dernières années, nous avons versé annuellement une somme moyenne de 18 milliards de dollars en impôts et en redevances aux gouvernements.

Sur le marché des valeurs mobilières, environ 20 % des titres sont liés à notre industrie. À tout le moins, c'était encore le cas il y a six mois. Dans l'actuel contexte des prix, cette proportion a diminué

à 12 % environ. Quelque 20 % des exportations canadiennes sont attribuables à notre secteur. Nous employons plus d'un demi-million de personnes. Notre réseau de plus de 2 500 fournisseurs du secteur de l'énergie s'étend véritablement dans toutes les régions du pays.

Sur le marché des produits de base, l'instabilité des prix représente non pas l'exception, mais la norme. Depuis plusieurs décennies, notre industrie compose avec des conjonctures de prix élevés et de prix bas. En ce moment, nous nous efforçons activement de nous positionner. Partout au Canada, vous verrez les effets des mesures que nous prenons pour nous assurer d'obtenir de bons résultats à moyen et à court termes et pour que le Canada puisse conserver sa solide position de fournisseur mondial privilégié de produits énergétiques.

En janvier, la Banque du Canada a fait quelques déclarations à propos des effets du contexte des bas prix sur l'économie canadienne. L'une de ces déclarations était la suivante: « Le profil d'évolution considérablement plus bas des cours du pétrole aura des conséquences indéniablement négatives pour l'économie canadienne en 2015 et dans les années suivantes. » Nous sommes d'avis que l'incidence des bas prix se fera ressentir à l'échelle du Canada: au sein de notre réseau de fournisseurs, au chapitre de l'emploi — les gens que nous employons proviennent de toutes les régions du pays —, de même que sur le plan de l'impôt et des redevances que nous versons aux divers échelons de gouvernement du pays.

En ce qui concerne plus précisément nos attentes, j'attire votre attention sur le rapport provisoire que nous avons publié en janvier, et qui constitue une mise à jour de notre rapport annuel sur les dépenses d'investissement. En janvier, nous avions prévu une réduction de 33 % de nos dépenses en immobilisations en 2015. Au cours des derniers mois, cette réduction s'est révélée plus importante que prévu. Par suite des déclarations publiques faites en janvier, nous prévoyons réduire nos investissements, d'à peu près 40 % dans le secteur du pétrole et du gaz classiques, et d'environ 25 % dans le secteur des sables bitumineux. Cela s'explique par le fait que, dans le secteur des sables bitumineux, les investissements s'étalent sur de nombreuses années et visent des projets d'une plus vaste ampleur. Les projets qui en sont à leur deuxième, à leur troisième, à leur quatrième ou à leur cinquième année feront l'objet d'investissements continus et seront menés jusqu'à l'étape de la production. Dans le secteur du pétrole de réservoirs étanches, la production sera plus élevée au début, et elle diminuera plus rapidement — comme le temps qui sépare le forage de la production est beaucoup plus court, et il offre une marge de manœuvre beaucoup plus grande en raison de l'instabilité des prix.

Nous tenons à mentionner clairement que, en dépit du fait que nos investissements seront comprimés de 33 % et passeront de plus de 70 milliards de dollars à moins de 50 milliards de dollars, notre secteur demeurera de loin le plus important investisseur au sein de l'économie canadienne. Je crois qu'il convient également de mentionner clairement les effets qu'on observera sur la production à court terme, vu qu'ils ne sont pas toujours évidents. Nous nous attendons à ce que la production soit moins élevée que nous l'avions prévu, mais la production du secteur énergétique canadien continuera de croître, en dépit du contexte actuel et de la diminution des investissements. Selon les chiffres que nous avons publiés en janvier, notre production quotidienne de barils devrait augmenter pour atteindre quelque 150 000 barils en 2015 et environ 190 000 en 2016. Comme je l'ai mentionné, ces prévisions représentent un instantané pris en janvier, mais nous nous attendons à ce que notre production augmente malgré les cours actuels. Nous tenons à nous assurer de la solidité à long terme de notre industrie, et nous voulons faire en sorte que le Canada conserve son statut de fournisseur privilégié à l'échelle mondiale.

Je vous remercie de m'avoir accordé du temps ici ce matin.

• (0850)

Le président: Merci beaucoup de votre exposé.

Nous allons maintenant passer à M. Boag. Allez-y, s'il vous plaît.

M. Peter Boag (président et chef de la direction, Association canadienne des carburants): Merci, monsieur le président.

Bonjour aux membres du comité. Je suis heureux d'être ici aujourd'hui.

Je représente le secteur du raffinage, lequel est un élément essentiel de la chaîne de valeur pétrolière du Canada. Les raffineries représentent l'intermédiaire qui fabrique des produits raffinés à partir de pétrole brut. Le Canada compte 18 raffineries réparties dans 8 provinces. Ces raffineries, dont la capacité de production totale est de 2 millions de barils par jour, ont généré 5,6 milliards de dollars en PIB, et elles emploient plus de 18 000 Canadiens.

Le processus de raffinage consiste simplement à séparer, à briser, à remodeler et à recombiner des molécules de pétrole brut de façon à créer des produits à valeur ajoutée, par exemple de l'essence, du diesel et du carburant aviation. Ces carburants de transport représentent généralement 75 % de la production des raffineries, tandis que le mazout de chauffage, les lubrifiants, le mazout lourd, l'asphalte pour les routes et les matières premières que l'industrie pétrochimique transforme en centaines de biens et de produits que les consommateurs canadiens utilisent chaque jour — du plastique aux textiles en passant par les produits pharmaceutiques — représentent les 25 % restants.

Pour les raffineurs, le pétrole brut est l'intrant dont le coût est le plus élevé. En règle générale, sur une longue période, le prix d'un produit raffiné, par exemple l'essence, suit l'évolution des cours du brut, même si d'autres facteurs peuvent entrer en ligne de compte. La différence entre le prix du brut et le prix de l'essence à la pompe est attribuable à trois facteurs, à savoir la marge du raffineur, la marge du négociant et les taxes. Au cours des six derniers mois, la baisse du prix du brut s'est accompagnée d'une baisse considérable du prix à la pompe — à l'heure actuelle, le prix de vente au détail de l'essence est d'environ 20 ¢ le litre plus bas qu'il ne l'était il y a un an.

Je vous ai remis un document intitulé *Info-Carburant*. Il s'agit d'un rapport de Ressources naturelles Canada daté du vendredi 6 mars dernier. La figure 1 de la page 1 montre que, à l'échelle nationale, les prix de l'essence au détail ont suivi de près les cours du brut jusqu'en

février dernier. Au cours des derniers mois, la tendance générale au chapitre des marges des raffineurs et des détaillants n'a pas changé de façon significative.

Je vous renvoie à la figure 5 de la page 4, plus précisément au graphique du coin supérieur gauche. On peut y constater des variations à court terme supérieures à la normale en ce qui concerne la marge du raffineur — et cela reflète généralement des changements saisonniers sur le plan de la demande et d'autres fluctuations à court terme au chapitre de l'offre et de la demande en essence —, de même qu'une légère tendance à la baisse pour ce qui est des marges du raffineur au cours des deux dernières années et demie à l'échelle nationale. Quant à la marge du négociant, elle a quelque peu augmenté, toujours à l'échelle nationale. Comme l'indique le graphique, la marge du raffineur a sensiblement chuté en janvier. À ce moment-là, les marges liées à l'essence subissaient une importante pression à la baisse en raison de changements saisonniers sur le plan de la demande, mais également par suite d'une forte augmentation de la production attribuable au fait que les raffineries nord-américaines fonctionnent à très haut régime.

Les prix relativement bas du brut et un marché à terme des produits raffinés laissant entrevoir que les prix seront plus élevés dans l'avenir que les prix au comptant actuels ont mené les raffineurs à traiter de plus grandes quantités de brut et à stocker une plus grande quantité de produits raffinés en vue de les vendre plus tard. Par conséquent, les stocks d'essence se sont accrues, et ils ont atteint des niveaux bien supérieurs aux normes saisonnières. Ce phénomène s'est accompagné d'une réduction des marges. Au cours du dernier mois, la moyenne nationale de production d'essence par les raffineries a augmenté notablement. Cela s'explique par plusieurs facteurs, notamment un ensemble de problèmes avec lesquels les raffineries ont récemment été aux prises, plus particulièrement des grèves déclenchées dans plusieurs installations aux États-Unis; un arrêt important et imprévu des activités d'une raffinerie de premier plan de la côte Ouest américaine; de même que des difficultés d'origine météorologique auxquelles plusieurs raffineries de l'est des États-Unis et du Canada ont dû faire face. Il faut ajouter à tout cela les arrêts à court terme d'exploitation aux fins d'entretien, normaux à ce temps-ci de l'année. Tout cela s'est traduit par une restriction considérable de l'offre de produits raffinés, laquelle a donné lieu à une hausse des prix de gros et des marges du raffineur. Un autre facteur important tient au fait que les exportations américaines de produits raffinés — notamment l'essence — ont atteint des niveaux records au cours des deux derniers mois.

Cela dit, il n'est pas rare que les prix du gros de l'essence et les marges des raffineurs soient à la hausse à ce temps-ci de l'année. Malgré tous les problèmes liés aux raffineries et à l'offre, la hausse saisonnière des marges des raffineurs de cette année est conforme à celles observées dans le passé. Les marges actuelles des raffineurs ne sont pas sensiblement supérieures à celles qui ont été observées au cours du premier trimestre des trois dernières années. En outre, les prix du diesel ont généralement suivi l'évolution des cours du brut, même si d'aucuns feront valoir que cela a pu être voilé par la récente différence de prix entre le diesel et l'essence.

Les disparités entre les prix de l'essence et du diesel sont normales, diverses fluctuations saisonnières de la demande liées à deux produits très distincts. La demande en essence culmine au printemps et à l'été, alors que la demande en diesel est à son maximum en hiver en raison de ses liens étroits avec le mazout de chauffage.

Depuis 2008, au Canada, en moyenne, le prix du diesel est de près de 7 ¢ le litre le plus élevé que celui de l'essence au cours de la période qui s'étend de novembre à février, et de près de 4 ¢ le litre moins élevé au cours de la période de mai à août.

• (0855)

Si la différence saisonnière entre les deux produits a été beaucoup plus marquée au cours des derniers mois, c'est en grande partie en raison de la diminution importante des marges liées à l'essence que j'ai évoquées plus tôt. En fait, les marges du raffineur en ce qui concerne le diesel sont pratiquement semblables à ce qu'elles étaient au même moment l'an dernier, et l'écart entre le diesel et l'essence a déjà commencé à se rétrécir, à mesure que l'hiver laisse place au printemps.

En conclusion, je soulignerai que la baisse des prix du brut s'est traduite par une baisse du prix du carburant. De plus, selon les plus récentes données de Statistique Canada en ce qui concerne les prix à la consommation, les coûts globaux liés au transport ont chuté de 5,3 % au cours des 12 mois précédant janvier 2015, et ce, à mesure que diminuait le prix du carburant.

Je vous remercie, et j'ai hâte de répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Boag.

Monsieur Dunn, allez-y, s'il vous plaît.

M. Richard Dunn (vice-président, Relations gouvernementales canadiennes, Encana Corporation): Merci, monsieur le président.

Bonjour. Je m'appelle Richard Dunn, et je suis vice-président des Relations gouvernementales pour Encana, important producteur en amont du Canada. Je vous remercie de me donner l'occasion de vous parler aujourd'hui de l'incidence de la baisse du prix du pétrole à l'échelle mondiale sur le secteur énergétique canadien, de même que des difficultés auxquelles nous ferons face et des occasions qui s'offriront à nous dans l'avenir.

Les faibles prix qui ont actuellement cours font clairement ressortir l'importance que revêt pour l'industrie et le gouvernement le fait de travailler conjointement pour veiller à ce que le Canada profite au maximum des possibilités économiques à long terme que lui offrent ses ressources naturelles. À cette fin, nous devons adopter une démarche axée sur un partenariat dans le cadre duquel l'industrie continuera de s'adapter et d'innover, et le gouvernement, de prendre des mesures pour assurer notre compétitivité économique.

Comme l'a fait observer Tim McMillan de l'ACPP, les effets d'une situation de prix bas se font ressentir partout au Canada. Selon la Banque du Canada, les investissements de capitaux dans le secteur de l'énergie ont diminué de façon notable en 2015. Les sociétés du secteur énergétique, y compris Encana, ont déjà réduit leurs investissements de milliards de dollars, ce qui a des répercussions sur les résultats financiers des gouvernements, des entreprises, des collectivités et des particuliers de toutes les régions du pays.

Personne n'est en mesure de prédire l'avenir. Toutefois, selon quelques observateurs, le marché pourrait retrouver la voie de l'équilibre vers la fin de 2015. Cela dit, la question demeure: quel est le nouveau point d'équilibre?

De la même façon que nous ne pensons pas que 100 \$ le baril constituait un prix durable, nous sommes d'avis que 50 \$ n'est pas non plus un prix durable. L'industrie et le gouvernement doivent trouver ensemble des façons de prospérer dans un contexte où le prix du baril se situerait quelque part entre ces deux prix, et de faire la transition vers un contexte où un prix modique plus réaliste à long terme serait fixé.

L'industrie continuera de réagir de manière souple et innovante. Chez Encana, nous nous sommes imposé une rigoureuse discipline financière, nous avons de plus en plus concentré nos investissements sur nos éléments d'actif stratégiques essentiels, et nous avons réduit nos coûts grâce à des économies opérationnelles, à l'innovation technologique et à la collaboration avec notre chaîne d'approvisionnement. Nous avons observé une discipline financière en réduisant nos investissements de capitaux d'environ 700 millions de dollars, dont 300 millions de dollars au Canada, en 2015.

Au moment de mettre l'accent sur l'efficacité et l'excellence opérationnelle, nous avons utilisé de nouvelles technologies afin d'accroître au maximum notre production et de réduire au minimum notre empreinte environnementale, par exemple le forage sur socle — lequel nous permet d'optimiser notre occupation du sol — et l'utilisation de sources d'eau saline aux fins de la fracturation hydraulique, ce qui nous permet de réduire au minimum notre utilisation d'eau douce. En termes clairs, l'adoption de méthodes respectueuses de l'environnement est non négociable. En d'autres termes, nous ne ferons aucun compromis en ce qui a trait au développement responsable au sein d'un contexte de bas prix.

Il ne s'agit que de quelques-unes des mesures qu'a prises Encana afin de composer avec une situation où le prix du baril est à 50 \$, et où, pourrais-je ajouter, le prix du gaz naturel est sous la barre des 3 \$. Nous avons l'occasion d'unir nos forces pour relever les défis que pose le cycle de bas prix et veiller à la prospérité à long terme du Canada.

J'ai parlé des mesures prises par l'industrie, et j'aimerais maintenant dire quelques mots à propos du rôle capital que joue le gouvernement.

À mes yeux, il est plus important que jamais que le gouvernement trouve des occasions qui permettront au Canada d'accroître sa compétitivité en privilégiant les infrastructures essentielles, un contexte budgétaire concurrentiel, une réglementation efficace, la mobilisation des Premières Nations et l'acceptabilité sociale du développement des ressources. Je vais me pencher sur chacun de ces éléments.

Le Canada doit continuer à déployer de grands efforts pour mettre en place les infrastructures essentielles en vue de l'accès aux marchés mondiaux, y compris dans le domaine du GNL, de manière à ce que nous puissions réaliser notre plein potentiel dans le domaine des ressources. Quant aux entreprises, elles doivent de toute urgence prendre des décisions en matière d'immobilisations, et il est crucial qu'elles accélèrent le déroulement des projets d'infrastructure de façon à optimiser les investissements canadiens dans l'avenir.

Nous devons continuer d'insister sur le contexte fiscal. La reclassification des projets de GNL aux fins de l'impôt récemment annoncée par le gouvernement fédéral est un excellent exemple de mesures fiscales faisant du Canada un endroit attrayant et concurrentiel pour les investisseurs.

En ce qui concerne la réglementation, nous encourageons le gouvernement à continuer de se pencher sur les mesures législatives et réglementaires qui risquent de désavantager le Canada par rapport à ses concurrents. De manière à ce que nous puissions poursuivre notre mission commune en matière de développement responsable des ressources, nous devons adopter des politiques et des dispositions réglementaires qui établissent un juste équilibre entre la protection de l'environnement et la compétitivité économique. Il s'agit non pas d'abaisser nos normes environnementales, mais plutôt de veiller à ce que nos mécanismes d'examen de la réglementation soient le plus efficaces possible.

Pour ce qui est des Premières Nations, il est impératif que le gouvernement assume le rôle de chef de file à un certain nombre d'égards, notamment au moment de clarifier le processus de consultation et d'accroître les capacités des Premières Nations. Le leadership du gouvernement est un élément essentiel de l'instauration d'une prospérité économique commune qui créera un contexte plus stable pour les investissements tout en créant des débouchés pour les collectivités autochtones.

Enfin — et il s'agit de l'élément le plus important —, nous devons continuer ensemble à renforcer la confiance du public à l'égard du développement des ressources. L'industrie et le gouvernement ont tous deux un rôle de premier plan à jouer au moment de s'assurer que la discussion est équilibrée. Nous devons parler d'une même voix afin d'aider le public à comprendre que la réussite du secteur énergétique rejaillit sur tous les Canadiens.

Je conclurai en disant que, selon nous, le temps est venu pour l'industrie et le gouvernement d'unir leurs efforts. Le contexte de bas prix a des effets partout au pays. Il s'agit d'un enjeu national qui a des répercussions partout au Canada et qui crée des possibilités générationnelles dans toutes les régions du pays.

• (0900)

Si nous travaillons efficacement ensemble, nous pourrions nous assurer que l'ensemble du Canada bénéficie du contexte de bas prix, prospère dans cet environnement et est bien placé en vue du rétablissement prévu des prix.

Merci.

Le président: Monsieur Dunn, je vous remercie de votre exposé.

Nous allons maintenant passer à M. Reynish. Allez-y, s'il vous plaît.

M. Steve Reynish (vice-président exécutif, Stratégie et expansion de l'entreprise, Suncor Énergie Inc.): Merci, monsieur le président. Bonjour à tous. Je suis heureux d'avoir l'occasion de me présenter devant vous aujourd'hui. Je m'appelle Steve Reynish, et je travaille pour Suncor Énergie.

Vous savez sûrement que Suncor est l'une des plus importantes sociétés énergétiques intégrées du Canada. Elle emploie des milliers de Canadiens partout au pays. Elle mène notamment des activités d'exploitation et de valorisation des sables bitumineux dans le nord de l'Alberta, de même que des activités de production pétrolière classiques et en mer. Elle possède et exploite des raffineries à Edmonton, à Sarnia et à Montréal, et aussi une usine de lubrifiants à Mississauga. En outre, Suncor joue un rôle actif dans le secteur de l'énergie renouvelable; elle détient une participation dans sept parcs éoliens, et elle exploite à Sarnia la plus vaste usine de production d'éthanol du Canada. Comme elle exploite quelque 1 500 postes d'essence Petro-Canada, Suncor est, aux yeux de bon nombre de Canadiens, la « station-service du Canada ».

Je pense que la première observation que je vais formuler est évidente pour tout le monde ici présent. Le monde a énormément changé, comme l'illustre le fait que la valeur du baril de pétrole a chuté d'environ 50 \$ au cours des deux ou trois derniers mois. J'ai remarqué ce matin que la valeur du baril de WTI était de nouveau sous la barre des 50 \$. Il ne fait aucun doute que cela aura des répercussions sur l'industrie et sur l'économie canadienne. Chaque fluctuation de 10 \$ du prix du baril représente pour Suncor plus de un milliard de dollars de flux de trésorerie.

Suncor s'était préparée pour cette chute des prix, et nous pouvons observer un retour à l'instabilité des prix sur les marchés. Nous estimons que, grâce à la stratégie claire que nous avons adoptée,

nous nous trouvons dans une position raisonnablement favorable. Les fondements de cette stratégie sont simples: il s'agit d'optimiser nos activités de base, de viser une croissance rentable, de verser des dividendes aux actionnaires et de jouer le rôle de chef de file de l'industrie en matière de durabilité. Cette stratégie est fondée sur un souci de discipline sur le plan des capitaux.

Depuis deux ou trois ans, nous procédons à un examen rigoureux de nos coûts, et l'actuel contexte de bas prix n'a fait qu'accroître les efforts que nous déployons dans le cadre de cet examen. Nous avons effectué des compressions de un milliard de dollars dans notre budget d'immobilisations de la présente année, et nous envisageons d'effectuer des compressions de 600 à 800 millions de dollars dans notre budget d'exploitation au cours des deux prochaines années. Vous savez peut-être que nous avons également annoncé que nous allions éliminer 1 000 postes au sein de notre effectif. Je tiens à souligner qu'aucune de ces mesures n'aura de répercussions négatives sur notre rendement en matière de sécurité ou sur le plan de l'environnement.

Les sociétés de notre industrie qui doivent composer avec une dette plus lourde que la nôtre ou qui ne disposent pas des mêmes liquidités que nous ne se trouvent peut-être pas dans la même situation financière. Leur situation met en évidence les effets très réels de la chute des prix sur l'économie canadienne. Si vous le permettez, je vais vous fournir quelques exemples qui illustrent cela.

Sur le plan de l'équilibre entre l'offre et la demande de pétrole, les bas prix auront pour effet d'accroître la demande en énergie — comme nous pouvons déjà le constater aux États-Unis —, mais cela aura évidemment des conséquences négatives sur le flux de trésorerie des producteurs, qui seront contraints de réduire leurs coûts.

En ce qui concerne l'emploi, je mentionnerai que la diminution des recettes restreindra également notre capacité de maintenir un effectif stable. Toutefois, notre stratégie consistera à continuer d'accorder la priorité à la main-d'oeuvre locale, et de privilégier ensuite la main-d'oeuvre régionale, puis nationale, et de ne recourir à des travailleurs étrangers qu'en dernière extrémité. Le contexte actuel nous a permis de faire davantage d'embauche locale, et nous réduisons ou éliminons le recours à des travailleurs de l'extérieur dans nos sites accessibles uniquement par avion. Il est important de souligner que les bas prix ont eu pour effet de réduire le recours à l'option la plus coûteuse pour nous, à savoir l'embauche de travailleurs étrangers temporaires.

Pour ce qui est de l'investissement de capitaux, je vous dirai que le nouveau contexte de prix mène les entreprises à mettre des projets en veilleuse. Bien entendu, cela a des répercussions sur les secteurs de l'ingénierie et de la construction, de même que sur la mise en oeuvre des projets. La diminution de la valeur du dollar canadien a pour effet d'atténuer quelque peu le choc pour les exploitants canadiens, mais elle ne compense pas totalement la chute du prix du pétrole. Pour Suncor, la faiblesse du dollar canadien est une arme à deux tranchants, car si ses recettes sont en dollars canadiens, sa dette, elle, est libellée en grande partie en dollars américains.

En ce qui a trait à la chaîne d'approvisionnement, je vous dirai que les bas prix ont également une incidence sur nos dépenses dans d'autres secteurs, notamment le transport, la fabrication, l'accueil, le tourisme et la haute technologie. Je crois que, dans le cas du Canada, cette liste est longue. Bien entendu, la chute des cours du pétrole se traduit également par une diminution de l'impôt et des redevances que nous versons.

• (0905)

Nous devons tous déployer des efforts soutenus afin de relever ce défi. À cette fin, le rôle de l'industrie consistera à mettre l'accent sur la fiabilité et la sécurité de ses activités et sur la réduction des coûts; celui des entrepreneurs et des fournisseurs, à nous aider à trouver des façons novatrices de réduire les coûts; et celui du gouvernement, à s'assurer de mettre en place un cadre stratégique solide et cohésif qui facilitera la mise en oeuvre de projets. Nous sommes particulièrement préoccupés par les éventuels effets cumulatifs de l'impôt et de la réglementation.

Je vais m'arrêter ici. Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup de votre exposé.

Nous allons maintenant entendre Gil McGowan, de l'Alberta Federation of Labour, qui se trouve à Edmonton. Nous passerons ensuite aux questions des membres.

M. Gil McGowan (président, Alberta Federation of Labour): Monsieur le président, comme je n'en suis pas à ma première expérience de témoins, je sais que le temps dont je dispose s'écoulera très vite. Par conséquent, sans plus tarder, je vais formuler six observations et sept recommandations.

La première observation est la suivante: la chute des cours du pétrole a été brutale. Cela ne fait aucun doute. Cependant, personne ne devrait être surpris de cela. Le prix du pétrole fluctue sans cesse, et on ne peut pas assimiler à une crise ou à une urgence une situation qui devait survenir tôt ou tard.

Deuxième observation: nous ne nous retrouvons pas en territoire inconnu. En fait, au cours des 40 dernières années, le prix moyen du pétrole, rajusté en fonction de l'inflation, a été de 50 \$ le baril, soit presque exactement le prix actuellement en vigueur. Bien honnêtement, il était irréaliste pour l'entreprise de croire que le prix demeurerait indéfiniment à 100 \$ le baril.

Ma troisième observation concerne le fait que nous devrions probablement nous habituer à l'actuelle fourchette de prix. Les facteurs qui ont mené à l'actuelle saturation sont toujours en place. À l'échelle internationale, la demande est faible. Quant à la production, elle demeure élevée et ne montre aucun signe de ralentissement. Bien entendu, nous disposons de nouvelles technologies qui transforment le marché du pétrole de la même façon que les nouvelles technologies ont transformé les marchés du gaz naturel à l'échelle mondiale et régionale il y a 10 ans environ, transformation qui s'est traduite par une diminution à long terme du prix du gaz naturel. Nous pouvons nous attendre à ce qu'un phénomène semblable touche le secteur du pétrole.

Quatrième observation: la chute du prix du pétrole a eu des effets négatifs pour certains Canadiens, mais positifs pour d'autres — tout dépend du lieu où l'on travaille et de l'endroit où l'on vit. De toute évidence, cette chute a eu une incidence positive pour les consommateurs puisque le prix de l'énergie est bas. La faible valeur du dollar a également des répercussions bénéfiques pour quelques fabricants. Il s'agit là de facteurs que nous ne devons pas perdre de vue dans le cadre de la présente discussion.

Ma cinquième observation concerne le marché du travail en Alberta. Les prix du pétrole ont eu des effets variables sur l'emploi, même en Alberta, et même au sein du secteur énergétique. En réalité, ce secteur est composé d'un ensemble d'au moins trois sous-secteurs. Ainsi, le sous-secteur du forage et des services relatifs aux champs pétrolifères, par exemple, a été très durement touché puisque les entreprises qui en font partie réagissent toujours aux bas prix en réduisant très rapidement leurs investissements de capitaux. C'est ce

qui s'est produit, et cela se traduit déjà par un nombre considérable de pertes d'emplois au sein de ce sous-secteur.

Le deuxième sous-secteur est celui des services de construction liés aux sables bitumineux. Ce qui préoccupe nos membres, ce n'est pas la situation qui règne en ce moment. En effet, la plupart d'entre eux mènent des projets dont le financement a été approuvé avant la chute des cours du pétrole. Ce qui les préoccupe principalement tient à ce qui se produira si les prix actuels demeurent en vigueur au moment où sera lancée la prochaine génération de projets liés aux sables bitumineux. Pour l'instant, la plupart de nos membres travaillent.

Le troisième sous-secteur, celui de la production en aval à valeur ajoutée, est constitué des installations de valorisation et de raffinage, de même que des usines pétrochimiques. L'une des choses sur lesquelles nous attirons toujours l'attention tient au fait que l'emploi dans ces secteurs en aval demeure très stable pendant les périodes où le prix du pétrole est bas. Si nous encourageons toujours l'investissement dans le secteur en aval, c'est notamment parce que cela suscite la stabilité, même au cours des périodes où les prix sont en baisse.

En outre, cette année, une foule de nos membres du domaine de la construction trouvent du travail durant les périodes de cessation des activités pour fins d'entretien de base des installations du secteur énergétique, par exemple, dans les usines de valorisation et de raffinage. Les arrêts et les reprises d'activité ont suscité beaucoup de travail cette année, et cela arrive à point nommé. De plus, en ce moment, il y a énormément de travail commercial en Alberta, et cela a permis d'atténuer les effets du prix du pétrole sur le domaine de la construction.

Sixième observation: j'enjoins aux membres du comité de ne pas trop se préoccuper de ce que j'appelle les discours catastrophistes. Comme l'a si bien dit Winston Churchill, il ne faut jamais gaspiller une bonne crise, mais c'est ce qui se passerait si nous écoutions les sombres paroles que profèrent actuellement certains prophètes de malheur à propos des sables bitumineux, par exemple le président de Canadian Natural Resources, qui a évoqué la présence d'une spirale infernale dans le secteur des sables bitumineux, et qui, quelques jours plus tard, annonçait des profits annuels de 3,9 milliards de dollars pour son entreprise. Le premier ministre de notre province a également joint sa voix à cette chorale de prophètes de malheur.

Je soutiens que les choses ne vont vraiment pas si mal que cela, et que les gens comme notre premier ministre et le président de CNR utilisent simplement la présente crise comme Winston Churchill a suggéré de le faire, en l'exploitant à leur propre avantage. En effet, Canadian Natural Resources tente de profiter de la crise pour réduire considérablement le nombre d'entrepreneurs. Quant au premier ministre, il tente de sabrer les travailleurs du secteur public.

En ce qui concerne les recommandations...

• (0910)

Le président: Monsieur McGowan, il vous reste environ 30 secondes.

M. Gil McGowan: D'accord.

Premièrement, ne pas paniquer. Deuxièmement, en finir avec l'obsession des pipelines — il est tout simplement insensé de faire couler davantage de pétrole vers des marchés saturés. Troisièmement, rétablir le filet de sécurité sociale — nos travailleurs en chômage vont en avoir besoin. Quatrièmement, mettre en oeuvre une réforme fiscale — vous pourrez me poser des questions à ce sujet plus tard. Cinquièmement, mettre l'accent sur la production à valeur ajoutée, et ce, pour les trois raisons suivantes: cela permet de créer des emplois stables comme je l'ai mentionné; il s'agit d'une production qui est actuellement moins coûteuse; et enfin, les coûts de notre charge d'alimentation sont bas.

Je suppose qu'il ne me reste plus de temps. J'ai deux ou trois autres recommandations à formuler, et je saurai gré aux membres du comité de me poser des questions à leur sujet.

Le président: Merci de votre exposé.

Nous allons d'abord entendre M. Cullen.

Chers collègues, si nous nous en tenons à ce que nous avons établi, les quatre premiers membres disposeront de sept ou huit minutes, et les autres, de cinq minutes.

Monsieur Cullen, vous avez sept minutes. Allez-y, s'il vous plaît.

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous d'être ici. Merci à vous, monsieur McGowan, d'être des nôtres même s'il est un peu plus tôt chez vous.

Les politiciens se plaisent à penser que leur influence est plus grande qu'elle ne l'est en réalité. J'ai sous les yeux une déclaration de l'ancien député de Fort McMurray selon laquelle il aimerait qu'on ralentisse la cadence; il évoque les gens qui doivent attendre deux heures le matin, et il souligne que les sables bitumineux ne vont nulle part. Enfin, il mentionne qu'il faudrait gérer cela convenablement.

À mes yeux, le fil conducteur des propos que nous avons entendus ce matin, c'est le fait que les entreprises sont en train de modifier l'orientation de leurs décisions en matière d'investissement.

Monsieur Dunn, je m'adresserai d'abord à vous. À l'heure actuelle, l'entreprise que vous représentez, à savoir Encana, coupe dans le gras. Elle tente de faire des économies, de conserver sa souplesse et d'adopter un régime minceur. Est-il juste de dire cela?

• (0915)

M. Richard Dunn: À coup sûr, nous avons adopté un certain nombre de stratégies qui nous permettront de surmonter les difficultés que nous éprouvons et la baisse que nous enregistrons actuellement, et ce, comme je l'ai mentionné, en vue de nous mettre en position favorable à plus long terme.

M. Nathan Cullen: Au moment de surmonter ces difficultés, vous vous êtes engagés à lancer certains projets et à faire certains investissements. Dans une période comme celle que nous traversons, la mise en oeuvre d'un certain nombre de projets de nature plus incertaine ou plus risquée est tributaire des liquidités dont vous disposez. Vous devez spéculer quant à l'orientation que prendra le marché. Ma question s'adresse aux représentants de Suncor et d'Encana. Est-ce que tous tenez compte du prix actuel au moment d'établir vos plans de dépenses?

M. Reynish me fait signe que non.

M. Steve Reynish: En un mot, non, nous ne le faisons pas. Nous nous fondons sur les prix à court terme. Nous croyons que les prix actuellement en vigueur se maintiendront en 2015.

M. Nathan Cullen: D'accord.

M. Steve Reynish: Nous prévoyons une certaine forme de rétablissement après 2015. Bien entendu, nous tenons ensuite compte du prix à long terme. Nous estimons qu'il sera plus élevé que celui d'aujourd'hui.

M. Nathan Cullen: Je vais poser une question à M. Dunn, et je m'adresserai ensuite à M. McGowan.

Au moment d'établir votre propre budget, la façon prudente ou conservatrice de procéder consiste à ne pas présumer que le prix du baril remontera à 100 \$ d'ici la fin de l'année. Y a-t-il une hypothèse plus conservatrice? Est-ce que l'une ou l'autre de vos entreprises se fonde sur un prix hypothétique?

M. Richard Dunn: Comme je l'ai mentionné, nous ne croyons pas que 50 \$ ou 100 \$ représentent un prix viable, et, au bout du compte, un prix qui se situe quelque part entre les deux sera établi. Notre stratégie consiste à mettre l'accent sur les propriétés qualitatives qu'il sera intéressant d'exploiter lorsque ce prix intermédiaire aura été fixé.

M. Nathan Cullen: Si je pose la question, c'est notamment parce que, dans son plus récent rapport, Services économiques TD est parti du principe que le gouvernement fédéral s'est fondé sur le prix en vigueur au moment d'établir, dans le cadre de sa mise à jour économique de novembre dernier, le montant des recettes qu'il touchera de l'industrie. À votre avis, s'agit-il d'une façon prudente de procéder? Je suppose que vous vous fondez non pas sur des hypothèses, mais sur les données dont vous disposez. Le gouvernement a fait cela en novembre dans le cadre de sa mise à jour et de ses prévisions. Est-ce que cela vous semble prudent, monsieur Reynish?

M. Steve Reynish: Je dirai que cela est prudent en ce qui concerne un point de données. Nous nous penchons sur un vaste éventail de points de vue et de points de données. Ce qui est certain, c'est que personne ne peut prédire quel sera le prix au comptant du pétrole à tel ou tel moment.

Je vous ferai observer que nous croyons avoir constaté un retour de l'instabilité. Par conséquent, il sera de plus en plus difficile de prédire un prix moyen ou un prix au comptant. Les prix seront beaucoup plus instables qu'ils ne l'ont été au cours des trois ou quatre dernières années — ils ressembleront davantage aux prix qui étaient en vigueur avant cela, et ces prix étaient instables.

M. Nathan Cullen: Monsieur McGowan, j'ai une question à vous poser. Vous avez cité une statistique selon laquelle le baril à 50 \$ est... Je n'ai pas bien compris la moyenne que vous avez mentionnée ni la période qui était concernée. Je suppose qu'il s'agissait de dollars constants.

M. Gil McGowan: Il s'agissait d'une période de 40 ans.

M. Nathan Cullen: Pourriez-vous répéter, s'il vous plaît?

M. Gil McGowan: Il s'agissait d'une période de 40 ans, et d'un montant rajusté en fonction de l'inflation.

M. Nathan Cullen: Oui, rajusté en fonction de l'inflation.

Vous avez tenu des propos quelque peu différents en ce qui a trait au prix actuel de 50 \$, aux décisions en matière d'investissement qui étaient prises et à l'incidence sur les coffres de l'État. Vous avez également dit que nous ne devons pas recourir à des discours catastrophistes. À votre avis, quelle est la plus importante — si vous souhaitez utiliser le terme — occasion offerte par la crise dont le gouvernement fédéral devrait tenter de tirer parti?

• (0920)

M. Gil McGowan: Je crois que le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et l'industrie devraient envisager le contexte de bas prix comme une occasion leur permettant de faire ce qu'ils auraient dû faire au cours des 10 ou 20 dernières années, à savoir gravir quelques échelons sur l'échelle de la valeur. À l'heure actuelle, presque toutes les activités d'exploitation des sables bitumineux sont axées sur un modèle que je décrirais de la façon suivante: extraction et expédition du produit à l'état brut. Il ne fait aucun doute qu'il y avait beaucoup d'argent à faire avec ce modèle au moment où le baril de pétrole se transigeait à 100 \$, mais cela nous a fait perdre une occasion de créer de la valeur ici, au Canada, en construisant de nouvelles installations de valorisation et de raffinage.

M. Nathan Cullen: À ce propos, combien d'usines de valorisation et de raffinage a-t-on construit au Canada au cours, disons, des 20 ou 30 dernières années?

M. Gil McGowan: Au sein de l'actuelle génération de projets d'exploitation des sables bitumineux, seule une poignée de projets peuvent être considérés comme des projets à valeur ajoutée. On vient tout juste de lancer les travaux de construction de l'usine de valorisation du Nord-Ouest, dernière phase de l'usine de valorisation de Canadian Natural Resources. Presque toutes les autres activités sont axées sur l'exportation de la ressource brute. Une partie du problème tient au fait que la dernière génération de projets a été lancée en l'absence d'une stratégie coordonnée en matière d'exploitation. La mentalité qui a dominé était celle de la ruée vers l'or. Tout le monde s'est mis à construire en même temps. Les projets se multipliaient. Cela a fait augmenter les coûts, de sorte que nous nous sommes exclus du marché des produits plus souhaitables à valeur ajoutée.

Ce que j'essaie de vous dire, c'est que le contexte de bas prix nous offre l'occasion de revenir à des projets à valeur ajoutée, et ce, pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, les coûts de construction seront plus bas puisque la ruée vers l'or est terminée. Ensuite, j'avancerais que l'un des avantages concurrentiels dont bénéficie le secteur des sables bitumineux tient à l'accès à une charge d'alimentation à faible coût. Que cela nous plaise ou non, le bitume se transige à un prix inférieur à celui du pétrole léger non sulfuré. Ce sera toujours le cas, indépendamment du nombre de pipelines que nous construisons. Nous devrions simplement tirer parti de cet avantage.

Le président: Monsieur McGowan, pourriez-vous conclure, s'il vous plaît? Le temps de M. Cullen est écoulé.

M. Gil McGowan: Oui.

L'élément essentiel tient à ce que nous devrions considérer la situation actuelle comme une occasion d'élaborer des projets à valeur ajoutée, vu que les coûts sont plus bas et que la charge d'alimentation coûte moins cher. Si nous élaborons ces projets, nous créerons les emplois dont nous avons besoin pour traverser la période d'instabilité qu'ont évoquée d'autres intervenants.

Le président: Merci, monsieur Cullen.

Nous allons passer à M. Saxton. Allez-y, s'il vous plaît.

M. Andrew Saxton (North Vancouver, PCC): Merci, monsieur le président, et merci à nos témoins d'être ici aujourd'hui.

Écouter M. McGowan me rappelle un album de Supertramp des années 1970, *Crisis? What Crisis?*, mais c'est une autre histoire.

Ma première question s'adresse à Peter Boag de l'Association canadienne des carburants.

A-t-on déjà vu une baisse des prix du pétrole semblable à celle que nous vivons actuellement auparavant, et, si oui, à quel moment?

M. Peter Boag: Très récemment, la baisse des prix du pétrole qui est survenue à la suite de la crise financière de 2008 constituerait sans aucun doute un autre exemple du genre de baisse que nous avons vue au cours des six derniers mois.

M. Andrew Saxton: Pouvez-vous nous parler des impacts sur l'économie à cette époque et de la façon dont cela est différent ou semblable actuellement?

M. Peter Boag: Il est difficile pour moi de parler de ce sujet particulier très en détail, mais je crois que nous avons tous constaté les impacts sur l'économie en ce qui a trait au ralentissement et à la perte d'emplois. Le Canada était relativement bien protégé comparativement à d'autres économies dans le monde. Nous étions très bien positionnés financièrement en tant que nation. Même si nous avons certainement vécu une petite baisse et une récession mineure, les impacts au Canada, sur l'ensemble de l'économie, ont été bien moins importants que ceux qu'ont subis la majorité des autres pays de l'OCDE ou du G7 à cet égard.

M. Andrew Saxton: Merci.

Ma prochaine question s'adresse à Tim McMillan de l'ACPP.

Les prix du pétrole sont de nature instable, mais la baisse récente est-elle une anomalie? Est-ce différent cette fois?

M. Tim McMillan: Je crois que, sur le marché des produits de base, l'instabilité est une caractéristique inéluctable, qu'on parle d'engrais, de grains ou de pétrole et de gaz. C'est un aspect qui va de soi quand on est en affaires.

S'il y a une différence, c'est qu'en 2008-2009, les coûts étaient essentiellement bas étant donné que l'économie mondiale ralentissait. La baisse actuelle tient au fait que la capacité de production du secteur de la production d'énergie s'est améliorée grâce à l'utilisation de la technologie. Nous avons trop à offrir au marché, ce qui fait baisser les prix, contrairement à un marché où ce serait la demande qui serait trop forte.

• (0925)

M. Andrew Saxton: Que signifie la baisse actuelle en ce qui a trait à l'importance de diversifier les marchés où écouler nos produits du pétrole?

M. Tim McMillan: Étant donné qu'il s'agit d'un marché mondial, quiconque dans le monde produit du pétrole vend son produit au même prix mondial. Les écarts entre le pétrole léger et le pétrole lourd ont certainement un impact. La capacité de mettre nos produits sur le marché constitue un défi. C'est un aspect qui, selon moi, était important lorsque le baril se vendait 80 \$, 90 \$ ou 100 \$. Il est impératif que nous profitions de ce type d'efficience à 50 \$ le baril.

Au Canada, au Québec et dans l'est du Canada, 60 % du pétrole est importé de l'étranger — de l'Angola, de l'Azerbaïdjan et de la Norvège. Je crois que si nous regardons le Canada, les Canadiens devraient avoir accès à du pétrole canadien.

M. Andrew Saxton: D'accord, mais nous ne vendons notre pétrole qu'à un seul client étranger, ce qui a un impact sur le prix auquel nous pouvons le vendre, donc voici ma question: comment le fait de diversifier nos marchés aura-t-il un impact sur le prix auquel nous pouvons vendre notre pétrole?

M. Tim McMillan: L'impact est très important. Au cours des quelques dernières années, nous avons vu l'écart entre le Brent... le prix du pétrole exporté du R.-U. était parfois beaucoup plus élevé que celui que nous obtenons dans l'ouest du Canada. Les gens dans l'est du Canada et au Québec paient le prix du Brent tandis que les Canadiens qui produisent du pétrole dans l'ouest du Canada obtiennent les prix du West Texas. Les deux groupes sont ainsi désavantagés.

Si nous pouvions relier les régions du Canada et avoir accès à la fois aux marchés de l'est du Canada et aux marchés de l'Asie, de l'Inde, et de partout dans le monde, cela serait très important, non seulement pour notre industrie, mais pour notre pays.

M. Andrew Saxton: Merci.

Ma prochaine question s'adresse à Richard Dunn d'Encana.

Richard, quel serait l'impact sur l'industrie du pétrole d'oléoducs qui se rendent jusqu'à un port de mer ?

M. Richard Dunn: Sans aucun doute, l'accès, comme l'a mentionné Tim, la capacité d'établir un prix mondial pour nos produits, certainement, pour le pétrole brut...

Pour ce qui est du gaz naturel, le Canada en a pour bien plus de 200 ans en réserve, et nous devenons rapidement limités, dans l'ouest du Canada en ce qui a trait aux possibilités d'exporter vers les États-Unis. Donc, non seulement afin de profiter des occasions que les prix mondiaux du gaz naturel liquéfié nous offrent, mais aussi pour permettre à notre industrie de s'étendre et de croître, il est aussi essentiel que nous ayons accès à un port de mer pour le gaz naturel.

M. Andrew Saxton: Dans quelle mesure le transport par trains comble-t-il le manque causé par l'absence d'oléoducs?

M. Richard Dunn: De plus en plus, sans aucun doute. Je n'ai pas ce chiffre à portée de main, mais, certainement, le transport par train a crû de façon spectaculaire dans les quelques dernières années.

Je me tournerais vers Tim. Il connaît peut-être ces chiffres.

M. Tim McMillan: L'augmentation a été très importante à certains endroits. En Saskatchewan, la proportion de pétrole qui quitte notre province par train, qui était presque nulle, il y a quatre ou quatre ans, s'élève à 15 à 20 % aujourd'hui.

En Amérique du Nord, à certains endroits, c'est même plus que ça. Le Dakota du Nord envoie, je crois, la majeure partie du pétrole qu'il produit; plus de la moitié du pétrole qui quitte le Dakota du Nord est transportée par train. Cela comble le manque en Amérique du Nord, où la capacité des oléoducs est remise en question.

M. Andrew Saxton: Si des oléoducs étaient en place, davantage de pétrole pourrait être transporté, de toute évidence, par rapport à la quantité qui est transportée par train aujourd'hui, n'est-ce pas?

M. Tim McMillan: Je crois que les chemins de fer jouent un rôle important, de nos jours, afin de rendre nos produits disponibles sur le marché; toutefois, il serait avantageux qu'il y ait plus d'oléoducs dans le sol, ce qui, je crois, serait un avantage pour notre industrie.

M. Andrew Saxton: Quels sont les risques du transport par train par rapport aux risques du transport par oléoduc?

M. Tim McMillan: Nous sommes convaincus que, peu importe la façon dont nos produits se rendent sur le marché, il faut que cela soit fait de façon sécuritaire. Le transport par train constitue une façon sécuritaire de rendre nos produits disponibles sur le marché. Les oléoducs constituent un choix sécuritaire. Une certaine quantité de pétrole voyage sur les routes dans des camions, et cela aussi doit être fait de façon sécuritaire.

Peu importe le mode de transport, les normes les plus élevées doivent être établies.

M. Andrew Saxton: Merci.

Finalement, ma question s'adresse à Steve Reynish de Suncor.

Quel est l'impact qu'ont eu les plus bas prix du pétrole sur vos plans d'investissement dans l'industrie?

M. Steve Reynish: Ils ont certainement eu un impact sur nos plans.

Je crois que la réponse comporte deux parties. D'abord, nous avons retardé deux projets assez importants à la suite du ralentissement actuel. Nous espérons relancer ces projets dans les prochaines années, et je crois que nous le ferons. Par ailleurs, nous avons deux projets importants à longue durée de vie, soit Fort Hills, dans le domaine des sables bitumineux, et Hebron, au large de la côte est du Canada, dans lesquels nous continuons d'investir.

Nous avons retardé certains projets, et nous en poursuivons et en maintenons certains autres.

• (0930)

M. Andrew Saxton: Merci beaucoup.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Saxton.

Monsieur Brison, s'il vous plaît.

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Merci d'être avec nous aujourd'hui et merci de votre témoignage.

M. McGowan semble lancer un défi aux entreprises, Encana et Suncor, en laissant entendre que nous pourrions mener davantage d'activités à valeur ajoutée et de raffinage au Canada. Quels sont les obstacles commerciaux qui nuisent à cette perspective?

M. Steve Reynish: Je vais parler pour Suncor.

Tout d'abord, je dirais que nous menons beaucoup d'activités à valeur ajoutée, donc, nous exploitons des usines de traitement. Comme je l'ai dit au début de mes commentaires, nous sommes dans l'industrie du raffinage, donc, nous aimons ajouter une valeur partout où nous le pouvons au sein du Canada. Un exemple de cas où nous serons en mesure d'améliorer les choses, selon moi, c'est l'inversion de la ligne 9 et la capacité de transporter du pétrole brut vers notre raffinerie de Montréal. Nous croyons qu'il s'agit d'une étape positive.

Il s'agit d'un calcul compliqué en ce qui a trait à l'équilibre du marché et aux endroits où des activités de raffinage existent et où des marchés se trouvent. Nous le ferons là où nous le pourrions, mais je ne crois pas qu'il s'agisse d'un commentaire qui s'applique partout.

L'hon. Scott Brison: Le message de M. McGowan tiendrait sur une affiche de pare-chocs; le vôtre est plus compliqué. Le sujet est assez compliqué ici, par conséquent, davantage d'informations seraient utiles afin que nous puissions comprendre quelles pourraient être les raisons relatives au marché et les raisons pour lesquelles vous ne voyez pas d'augmentation des activités.

M. McGowan affirme que nous devrions maintenant faire porter davantage l'accent sur une production à valeur ajoutée au Canada et ne pas mettre en place davantage d'oléoducs.

Ces deux possibilités s'excluent-elles mutuellement? Ne pourrions-nous pas construire des oléoducs maintenant et profiter du faible rendement des obligations, du faible marché de l'emploi et de l'économie fragile et construire maintenant des infrastructures favorisant l'accès au marché pour l'avenir? N'est-ce pas le moment idéal pour construire ces infrastructures favorisant l'accès au marché pendant que l'économie est si fragile et que l'argent est à si bon marché?

M. Steve Reynish: Je vais laisser les autres commenter à ce sujet aussi, mais je dirais qu'il s'agit d'un bon moment pour construire des infrastructures supplémentaires favorisant l'accès au marché. Je crois que cela a certaines répercussions au chapitre de la valeur ajoutée ainsi que pour l'exportation.

L'hon. Scott Brison: Monsieur McGowan, certains de vos membres auraient l'occasion de travailler à la construction de certains de ces projets. Aux États-Unis, par exemple, certains syndicats étaient en faveur de la construction de l'oléoduc Keystone XL.

Un accès au marché qui permettrait d'augmenter le prix du pétrole canadien et de créer des emplois pour vos membres ne constitue-t-il pas une chose positive?

M. Gil McGowan: Laissez-moi répondre de deux manières.

Premièrement, en ce qui a trait à la création d'emplois, le type de projet sur lequel vous travaillez a de l'importance. Certainement, si vous construisez des oléoducs, des emplois sont créés, mais en un bien plus petit nombre et pour une période bien plus courte que si vous construisez une grosse usine industrielle comme une raffinerie ou une usine de traitement. Cela dépend du projet, mais quand vous construisez un oléoduc, vous offrez du travail à des centaines de travailleurs de la construction pour une période de un an ou deux, alors que quand il est question de la construction d'une raffinerie, on parle de milliers d'emplois.

De plus, une fois que la raffinerie est construite, des emplois à long terme sont créés pour toute la durée de vie de l'installation, non seulement pour les gens responsables des opérations, mais aussi pour ceux qui travaillent dans le domaine de l'entretien des bâtiments. J'ai parlé des examens et des arrêts et de l'entretien régulier. Nous employons littéralement des milliers de travailleurs de la construction — des plombiers, des tuyauteurs, des électriciens — tous les ans afin d'entretenir les usines existantes. Si on ne construit pas l'usine, ce travail de construction constant n'existe pas; on passe à côté.

Je suis en désaccord avec l'argument selon lequel la construction d'oléoducs afin d'avoir accès à de nouveaux marchés augmentera automatiquement le prix auquel on pourra vendre le pétrole. Il s'agit d'arguments-slogans, sans plus. Il s'agit d'un slogan que nous serinent le gouvernement de l'Alberta et des organisations comme l'ACCP depuis des années. J'ai parlé à des économistes et j'ai assisté à des audiences de l'Office national de l'énergie auxquelles prenaient part des experts, et ce n'est pas nécessairement vrai que le prix augmente simplement parce que notre approvisionnement est relié aux marchés outre-mer.

Regardez le marché asiatique, par exemple. Quand on envoie du bitume là-bas, seulement 25 % des entreprises de raffinage peuvent l'accepter en tant que matière première, puisqu'elles possèdent des unités de craquage plutôt que des raffineries ayant des capacités de cokéfaction.

Le marché mondial est loin d'être aussi important que ce qu'on nous a laissé croire. Le pétrole léger non sulfuré peut être utilisé dans toutes les raffineries du monde, mais ce n'est pas le cas de notre

produit, le bitume. Le simple fait de l'envoyer outre-mer ne garantit pas un prix plus élevé. Cela est particulièrement vrai maintenant qu'il y a une surabondance non seulement aux États-Unis, mais sur le marché mondial. Il me semble ridicule de dire que le fait d'offrir davantage de produits sur un marché mondial saturé nous permettrait d'obtenir de meilleurs prix. Je crois que la majorité des gens s'entendent pour dire que le fait d'écouler un produit sur un marché saturé a pour seul impact de maintenir les prix plus bas pour une plus longue période, peu importe que ça soit l'Alberta ou l'OPEP qui le fasse.

● (0935)

L'hon. Scott Brison: Monsieur McMillan, comment réagissez-vous à l'affirmation de M. McGowan selon laquelle le fait d'augmenter la production maintenant relève de la folie étant donné les prix?

M. Tim McMillan: Avez-vous dit que la production est en chute?

L'hon. Scott Brison: Vous avez dit plus tôt que vous planifiez d'augmenter la production, ce qui ne semble pas correspondre au message de l'un de vos membres, M. Reynish.

M. Tim McMillan: Nous attendons de voir... Les investissements seront réduits, mais les projets sont imminents.

L'hon. Scott Brison: Les investissements sont réduits, mais vous voyez la production augmenter.

M. Tim McMillan: C'est exact. Certains des projets qui entreront en vigueur dans les deux prochaines années sont des projets qui sont en cours de conception et d'élaboration depuis quatre ou cinq ans. Ils peuvent être à leur troisième ou quatrième année. Quand ils entreront en vigueur, nous verrons la capacité accrue de ces projets. Nous voyons, en grande partie pour le pétrole classique, un plafonnement dans la prochaine année ou dans les deux prochaines années. Pour ce qui est des sables bitumineux, nous voyons une augmentation à cause des projets d'importance.

L'hon. Scott Brison: Quel est l'écart entre la production de sables bitumineux et, par exemple, la production américaine d'énergie de schiste et la production saoudienne? Cela me paraît être une question importante, puisque si les Saoudiens ont pour objectif de faire baisser les prix afin d'essayer de se débarrasser de la production de gaz de schiste aux États-Unis, l'écart entre la production des sables bitumineux au Canada et la production des gaz de schiste et la production saoudienne constitue un écart important dont nous devons être conscients. Quel est l'écart entre ces modes de production?

M. Tim McMillan: Chacun de ces modes a un profil des coûts différent. La production de gaz de schiste exige des projets dans le cadre desquels il faut forer un puits et commencer la production très rapidement, et la durée de vie du projet est plus courte que celle d'un projet de sable bitumineux, qui pourrait être de 20 ans. Toutefois, chaque projet sera aussi différent dans le secteur des sables bitumineux, de l'extraction sur place, selon les ressources et de nombreux différents aspects du projet.

Les Saoudiens possèdent une partie importante du marché et la capacité de faire bouger le marché, et c'est ce que nous constatons maintenant.

L'hon. Scott Brison: Monsieur Dunn, vous avez dit qu'un baril de WTI à 50 \$ n'est pas viable. Pourtant, dans les années 1990, il était beaucoup plus bas. Pourquoi diriez-vous qu'il n'est pas viable aujourd'hui?

M. Richard Dunn: Comme nous l'avons dit, sans aucun doute, en ce qui a trait aux nouvelles techniques, ces techniques ont créé un approvisionnement important, et elles ont tendance à être plus dispendieuses. En fait, le Canada a tendance à engager des coûts plus élevés, que ce soit...

L'hon. Scott Brison: Donc, les niveaux de production ne sont pas viables. Le WTI peut baisser davantage, mais vous dites que la production au Canada pourrait ne pas être viable à ce niveau.

M. Richard Dunn: Non, ce que nous disons c'est que nous nous attendons qu'au bout du compte, une fois qu'on aura rattrapé le retard de production, les prix permettront de récupérer les pertes, d'une certaine manière.

Le président: Merci.

Nous allons passer à Mme Bateman, s'il vous plaît, pour sept minutes.

Mme Joyce Bateman (Winnipeg-Centre-Sud, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins. J'apprécie beaucoup le fait que vous partagiez vos points de vue avec nous ce matin.

L'instabilité de l'industrie a constitué l'un des thèmes récurrents pour bon nombre d'entre vous. Il y a quelques décennies, quand j'étais en stage chez Price Waterhouse dans les années 1980, les gens quittaient leur maison en Alberta à cause de l'instabilité du marché. Bien sûr, il ne s'agit pas d'un nouveau facteur, malgré certains commentaires formulés récemment.

J'aimerais faire le lien avec la perspective d'emploi, puisqu'en tant que membre du gouvernement conservateur, je ressens énormément de fierté de savoir que notre gouvernement a créé un plus grand nombre d'emplois, et des emplois de bonne qualité, que tout autre membre du G7.

Suncor est une grande entreprise. C'est une entreprise qui évolue au sein d'une industrie très complexe, mais vous avez mentionné avoir 1 000 employés de moins maintenant. J'aimerais savoir, avec l'instabilité, avez-vous l'intention de ramener...? Ces personnes auront-elles l'occasion de...? Je présumerais que vous avez sans aucun doute investi dans ces gens au cours des années, donc, comment récupérez-vous cet investissement?

• (0940)

M. Steve Reynish: Nous avons annoncé une réduction de 1 000 personnes. Il s'agit d'un mélange de travailleurs à temps partiel et de travailleurs contractuels, mais ce nombre comprend aussi des postes à temps plein. Vous avez raison. Une grande partie de l'investissement dans la formation et les expériences fournies est disparue.

Il s'agit de 1 000 personnes sur notre effectif total, qui est d'environ 15 000 personnes, donc, cela vous donne le contexte des pertes d'emploi. Mais cela a été fait, je crois, parce que nous avons reconnu au cours des quelques dernières années — ces pertes n'ont pas été directement causées par le ralentissement — que nous devons améliorer notre profil des coûts sur la courbe de coût. Nous ne considérons pas qu'il s'agit d'un phénomène temporaire. Nous avons simplement besoin d'être plus efficaces à long terme.

Mme Joyce Bateman: Monsieur Dunn, vous vouliez vous exprimer à ce sujet aussi.

M. Richard Dunn: J'aimerais en parler moi aussi.

Il ne s'agit pas simplement des travailleurs au sein de notre entreprise. Ce qui a changé depuis les années 1980, selon moi, c'est l'importance de l'impact de l'industrie sur le Canada. Comme vous

l'avez dit, dans les années 1980, vous avez vu une industrie qui se situait davantage en Alberta, avec la fabrication et ainsi de suite, et les appareils de forage. Maintenant, vous voyez une industrie qui est présente d'un océan à l'autre, et cela est le résultat d'un effort conscient des entreprises.

Il y a environ 2 300 fournisseurs au Canada qui approvisionnent le secteur pétrolier et gazier. Ces fournisseurs qui oeuvrent dans la fabrication, que ce soit de valves à l'extérieur de Montréal, de matériel tubulaire en Ontario, ou qui offrent des services juridiques et professionnels à partir de Toronto, constituent bien plus qu'une industrie nationale. Ces réductions de l'activité touchent plus que les seuls employés de notre entreprise et ont un impact plus large sur les services et les fournitures que nous obtenons dans l'ensemble du Canada. Il s'agit d'une différence importante par rapport aux années 1980.

Mme Joyce Bateman: Dans cette chaîne d'approvisionnement, et, clairement, il s'agit d'une chaîne d'approvisionnement très complexe, il y a probablement un certain délai en matière d'impacts.

M. Richard Dunn: Avec tout le respect que je vous dois, non.

Certainement, il y a une différence en matière de délais entre les différentes parties du secteur. Les sables bitumineux exigent davantage d'investissements volumineux, et, comme Tim l'a mentionné, ces investissements sont à plus long terme, donc, si vous êtes dans le milieu, il y a de bonnes chances que vous ayez engagé d'importants coûts irrécupérables et que vous allez poursuivre.

Là où je travaille, en amont des choses, comme l'a dit M. McGowan, nous réagissons très rapidement au changement des prix des produits de base, et l'effet sur nos fournisseurs dans l'ensemble du Canada est aussi instantané. Nous n'avons pas besoin du même niveau. C'est pourquoi il est essentiel que nous fassions ce que nous pouvons faire pour retenir la part de marché du Canada grâce à des mesures prises par des entreprises et par le gouvernement afin de pouvoir bien la conserver et de garder l'économie forte dans l'ensemble du Canada.

Mme Joyce Bateman: Je suis très heureuse de l'entendre et d'entendre parler de la réaction instantanée et dire à quel point cela est important pour la création d'emplois au Canada.

J'aimerais ajouter quelque chose au commentaire, je crois, de M. McMillan concernant le fait que les Albertains vendent à bas prix et que l'est du Canada achète à prix élevé. Peut-être pourrions-nous nous rencontrer à mi-chemin, et nous nous en porterions tous mieux en tant que Canadiens. Comment cela peut-il arriver? Il faut un oléoduc qui irait d'est en ouest, n'est-ce pas?

Des voix: Oh, oh!

M. Tim McMillan: Je crois que cela en fait partie. Nous avons vu des chemins de fer relier les deux côtes au cours des quelques dernières années.

Si vous me le permettez, peut-être que je parlerais de ce dont a parlé M. McGowan, c'est-à-dire du fait que la capacité de raffinage du pétrole lourd n'est peut-être pas liée à l'est du Canada, mais il y a un lien très important entre le pétrole léger que nous produisons dans l'ouest du Canada et les raffineries de l'est du Canada.

Le Manitoba est devenu un producteur de pétrole. Cette activité est assez importante pour la province. La Saskatchewan a augmenté sa production de pétrole dans les dernières années, et il y a du pétrole léger qui provient de différents champs en Alberta. Il a été important de relier les deux par un chemin de fer. Un oléoduc serait un choix très important aussi. De plus, potentiellement, l'exportation est toujours importante pour répondre à la croissance des marchés dans le monde.

Mme Joyce Bateman: C'est merveilleux.

Vous avez fait un commentaire, monsieur Reynish, et je crois que vous avez dit que pour chaque tranche de 10 \$ de changement dans le prix du baril de pétrole, il y a un changement d'un milliard de dollars en flux de trésorerie. Très rapidement, pourriez-vous élaborer à ce sujet? C'est un montant énorme.

• (0945)

M. Steve Reynish: Il est énorme. Oui, c'est la position de Suncor, si vous voulez. Une réduction de 10 \$ du prix que nous recevons cause une réduction d'un milliard de dollars dans notre flux de trésorerie sur une période de un an. Je pense que j'essayais simplement de mettre le problème en perspective.

Mme Joyce Bateman: Cela en dit beaucoup sur l'impact économique de cette industrie au Canada.

M. Steve Reynish: Je crois que oui. Bien sûr, cela signifie simplement qu'il y a moins d'argent pour les services, comme nous le disions. Cela a un impact sur la fiscalité. Cela a un impact sur tout ce que nous faisons.

Mme Joyce Bateman: C'est certain. Merci beaucoup.

Le président: Merci, madame Bateman.

[Français]

Monsieur Dionne Labelle, vous avez cinq minutes.

M. Pierre Dionne Labelle (Rivière-du-Nord, NPD): Bonjour tout le monde.

Ma première question s'adresse à vous, monsieur Reynish.

Vous avez parlé de rationalisation de la main-d'oeuvre en mentionnant le chiffre de 1 000 personnes. Si je comprends bien, cette rationalisation n'est pas nécessairement liée à la baisse du prix du baril, mais plutôt à des mesures d'efficacité que vous pensez garder.

Ai-je bien compris ce que vous avez dit?

[Traduction]

M. Steve Reynish: Laissez-moi ajouter quelque chose à ce sujet. C'est l'annonce que nous avons faite. On parlait de 1 000 personnes. C'est dans l'ensemble de l'entreprise, donc, les pertes d'emploi surviendront dans de nombreux emplacements d'un bout à l'autre du Canada. Ce que j'essayais de dire, c'est que ces pertes d'emplois constituent un aspect d'un objectif à plus long terme, qui est de réduire notre profil des coûts. Toutefois, il n'y a aucun doute que la chute récente des prix du pétrole nous a forcés à accélérer ces mesures et à les envisager de plus près.

[Français]

M. Pierre Dionne Labelle: Je me questionne au sujet de ces mises à pied. Les travailleurs étrangers seront-ils mis à pied avant les travailleurs canadiens?

[Traduction]

M. Steve Reynish: Non. Les travailleurs étrangers sont notre dernier recours en matière d'emploi. Nous en avons très peu. Je crois

qu'il y a peut-être une dizaine de travailleurs étrangers, environ, qui travaillent pour nous actuellement. C'est un chiffre minuscule dans l'ensemble des choses. Comme j'ai essayé de le dire dans mes observations d'ouverture, nous trouvons qu'il s'agit de l'une des possibilités les plus onéreuses pour nous en matière de main-d'oeuvre, donc, notre politique en matière d'emploi consiste à privilégier les travailleurs locaux, et nous partons de là.

[Français]

M. Pierre Dionne Labelle: C'est ce que je pense aussi.

Je vais maintenant parler de la volatilité du prix du pétrole du point de vue des consommateurs. M. Boag nous a d'ailleurs donné des explications là-dessus plus tôt.

Je me souviens qu'en juillet 2008 le prix du baril était à 147 \$ et qu'on payait 1,40 \$ le litre à la pompe. Le prix du baril est maintenant à 49 \$; arrondissons à 50 \$. Récemment, j'ai payé 1,09 \$ le litre à la pompe. Je me demande si les consommateurs profitent vraiment de la chute du prix du baril. Je trouve que le prix du litre à la pompe n'est pas proportionnel à la baisse du prix du baril. Je ne sais pas pourquoi la baisse du prix n'est pas proportionnelle.

[Traduction]

M. Peter Boag: Comme je l'ai dit dans mon discours d'ouverture, à long terme, le prix du pétrole à la pompe suit généralement les variations du prix du pétrole brut. Bien sûr, comme nous l'avons vu au cours des deux dernières années et demie, même s'il y a eu une instabilité du prix du pétrole brut, il y a eu une stabilité relative des marges de profit des raffineries et des commerçants. Le prix à la pompe a, de façon générale, reflété les variations du prix du pétrole brut.

Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas de variations à court terme. En grande partie, ces variations sont saisonnières, puisque l'équilibre entre l'offre et la demande change avec les saisons, tout comme le déséquilibre à court terme de l'offre et de la demande, qu'il provienne d'une flambée de la demande ou d'un déficit d'approvisionnement causé par les pannes imprévues d'une raffinerie ou du genre de situations que nous avons vues récemment aux É.-U., où un certain nombre de raffineries ont fermé à cause d'une grève. C'est un marché nord-américain, et non uniquement un marché canadien. Le Canada représente 10 % de ce qui est un marché nord-américain beaucoup plus important.

Si nous revenons à l'expérience de 2008, ce que vous avez vu, c'est que pendant que le pétrole était de plus en plus en demande en tant que produit de base mondial, le prix du pétrole en Amérique du Nord diminuait en tant que produit de base nord-américain à mesure que les impacts de la récession commençaient à se faire sentir, particulièrement aux É.-U. À un certain moment en 2008, les marges étaient devenues nulles et, en fait, étaient négatives en ce qui a trait au raffinage, étant donné que la dynamique de l'offre et de la demande relative à l'essence était différente de la dynamique de l'offre et de la demande à l'échelle mondiale relative au pétrole brut.

• (0950)

Le président: Merci, monsieur Dionne Labelle.

M. Cannan est le prochain, pour cinq minutes.

L'hon. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins.

C'est toujours intéressant. Je possédais une station d'essence à Edmonton, il y a environ 25 ans, quand le prix à la pompe était de 39,9 ¢, et j'ai des amis et de la parenté en Alberta, où le prix était de 60 ¢ au cours du dernier mois. J'essayais de comprendre pourquoi, dans l'Okanagan, nous avons toujours des prix plus élevés, et c'est quelque chose dont nous continuerons de débattre. Toutefois, aujourd'hui, nous sommes ici afin de discuter de l'approvisionnement et des impacts économiques mondiaux sur les prix mondiaux.

La première question s'adresse à M. Boag. Vous avez mentionné qu'il y a 18 raffineries au Canada, en réponse à la question de M. Cullen. Une étude a été faite en 2012 par le Comité permanent des ressources naturelles ici même au Parlement: « État actuel et futur des oléoducs et des gazoducs et la capacité de raffinage au Canada ». L'étude disait qu'il y avait à cette époque 19 raffineries. Je me demande combien de raffineries nous avons construites dans les 25 dernières années.

M. Peter Boag: La réponse est aucune. La dernière raffinerie propre construite au Canada a été construite il y a plus de 25 ans. Nous avons une raffinerie de bitume qui est actuellement en cours de construction au nord d'Edmonton, qui est considérée comme étant une raffinerie, et non une usine de valorisation, parce qu'elle servira à produire des produits finis.

Toutefois, le nombre de raffineries constitue un côté de l'équation. Le côté le plus important de l'équation concerne réellement la capacité de raffinage combinée et regroupée. Même si nous avions peut-être un plus grand nombre de raffineries il y a 30 ou 40 ans au Canada, nous avons traversé un processus de consolidation afin de rendre nos raffineries plus efficaces, et nous avons une capacité de raffinage bien plus élevée aujourd'hui avec moins de raffineries que nous en avions il y a des années, parce que ces raffineries ont été agrandies. Elles sont plus grandes, et elles sont réellement plus efficaces, elles sont en mesure d'être concurrentielles sur un marché nord-américain très concurrentiel. Donc, en fait, actuellement, le Canada est bien approvisionné par ses raffineries existantes. Nous produisons davantage que nous ne consommons. Le Canada est un exportateur net de produits raffinés.

L'hon. Ron Cannan: Quelle est notre capacité actuelle?

M. Peter Boag: Notre puissance installée, en ce qui concerne la capacité nominale de traitement de brut, est d'environ deux millions de barils par jour, et la demande canadienne est d'environ 1,6 million de barils par jour. Donc, environ 25 % de la production des raffineries canadiennes est exportée, en majeure partie vers les États-Unis.

L'hon. Ron Cannan: De la façon dont vous évaluez ce surplus actuellement, la tendance va-t-elle se poursuivre? Continuerons-nous à avoir un surplus à long terme?

M. Peter Boag: Sans aucun doute, l'offre au Canada demeurera forte, parce que nous sommes sur un marché qui, sur le plan de la demande de produits raffinés, non seulement au Canada, mais en Amérique du Nord, est stable ou à la baisse. Cela est dû au vieillissement de la population, à nos systèmes de transport très évolués, à l'évolution rapide des exigences en matière d'efficacité énergétique des véhicules ainsi qu'à la pénétration accrue des carburants de remplacement sur le marché. La demande de produits du pétrole raffinés est en fait stable ou en baisse, à long terme en Amérique du Nord.

L'hon. Ron Cannan: Êtes-vous en faveur de la diversification des marchés, alors?

M. Peter Boag: La diversification des marchés constitue certainement une possibilité, mais la question est de savoir s'il est

possible, au bout du compte, d'être concurrentiel. Pouvez-vous réellement avoir accès à ces marchés, et, ensuite, pouvez-vous être concurrentiel sur ces marchés tout en ayant un rendement adéquat des investissements? De nombreux risques économiques et commerciaux sont associés à l'ouverture de nouvelles possibilités d'exportation de produits finis.

L'hon. Ron Cannan: Merci.

Monsieur Reynish et monsieur Dunn, j'aimerais entendre vos commentaires. Pour faire suite aux commentaires de M. Brison concernant l'influence de l'Arabie saoudite sur les prix mondiaux, le magazine *The Economist*, il y a quelques semaines, a parlé de la deuxième partie de l'initiative saoudienne et de la façon dont les Saoudiens, selon certains, inondent le marché de grandes quantités de pétrole et perturbent les prix mondiaux. Il y a eu une légère correction il y a trois semaines. Un certain optimisme s'est fait sentir quand le baril se vendait à 59 \$, près de 60 \$. Actuellement, nous sommes revenus dans les 50 \$. Selon l'approvisionnement mondial et ce que les Saoudiens indiquent, pour quelle raison l'OPEP parle-t-elle de 400 000 barils par jour cette année? D'autres croient que ce nombre pourrait être encore plus élevé. Cela constitue-t-il un exemple pour vous? Ce nombre de 400 000 est-il quelque chose dont les personnes au sein de votre industrie tiennent compte ou s'agit-il d'une estimation modeste?

● (0955)

M. Steve Reynish: Je ne suis pas certain de ce que représente le nombre de 400 000, mais laissez-moi formuler quelques commentaires. Je crois que certaines des analyses dont j'ai pris connaissance et qui ont suscité mon intérêt... premièrement, je crois que nous avons découvert que les trois ou quatre dernières années où le Brent était à 100 ou 110 \$ et où le marché a été très peu instable, s'il l'a même été, n'ont pas été favorables pour l'Arabie saoudite, si vous voulez. Cela a permis à de nombreux marchés dans le monde de se stabiliser, mais de nombreux investissements ont été faits du côté de la production du pétrole, et c'est ce qui a créé la saturation du marché. Il s'agit d'un commentaire qui, selon moi, semble évocateur.

Le président: Pourriez-vous simplement conclure rapidement.

M. Steve Reynish: Oui.

Deuxièmement, vous lisez de nombreux rapports selon lesquels les Saoudiens ont besoin, dans leur société, eux-mêmes, d'un prix bien plus élevé. J'imagine que nous ne savons pas ce qu'ils pensent, et nous ne savons pas comment cela va se terminer, mais je ne crois pas que nous pensons que le prix actuel restera le même pour toujours.

Le président: Merci.

Merci, monsieur Cannan.

[Français]

Monsieur Côté, vous disposez de cinq minutes.

M. Raymond Côté (Beauport—Limoilou, NPD): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins. Malheureusement, nous manquons de temps pour étudier à fond la question, mais je vous remercie de votre disponibilité.

Je vais commencer par m'adresser à M. Boag.

Dans le document de Ressources naturelles Canada, j'observe que la marge de raffinage est nettement plus élevée à l'ouest de la rivière des Outaouais. On parle des raffineries de Toronto, de Calgary et de Vancouver par rapport à celles de l'est. Le document de l'Association canadienne des carburants offre une explication en disant que cette situation est attribuable à l'excédent de la capacité de raffinage par rapport à la demande.

Est-ce le seul facteur expliquant la marge nettement plus élevée à l'ouest qu'à l'est? Y a-t-il d'autres facteurs que celui-là?

[Traduction]

M. Peter Boag: En fait, l'aspect le plus important relativement aux marges de raffinage est en fait l'écart des prix du pétrole brut, étant donné que les raffineries de l'est du Canada dépendent encore en grande partie du pétrole brut importé au prix du Brent alors que les raffineries de l'Ouest ont un accès complet à un pétrole brut à plus bas prix, celui du WTI. Il s'agirait de l'aspect le plus important qui explique l'écart de la marge de raffinage entre l'Est et l'Ouest.

Il y a d'autres dynamiques concurrentielles au sein du marché. La partie intérieure du Canada dans l'Ouest est en grande partie un marché sans accès à la mer. Elle a moins accès à des sources d'approvisionnement étrangères. Les raffineries de l'Est sont en concurrence sur le marché du bassin de l'Atlantique, sur lequel il y a beaucoup plus de possibilités d'approvisionnement parce qu'une grande partie du marché est adjacente à un port de mer, et le pétrole est maintenant un produit qui est vendu à l'international, et non seulement en Amérique du Nord comme avant. Il y a un certain nombre de facteurs, mais, sans aucun doute, les écarts entre les prix du pétrole brut jouent un grand rôle à ce chapitre.

[Français]

M. Raymond Côté: J'ai pris connaissance du document aux investisseurs de la compagnie Valero. Je parle de la raffinerie Ultramar, sur la rive sud de la ville de Québec. J'y ai constaté un changement radical quant à l'approvisionnement. Tout est importé de pays à l'extérieur du continent nord-américain, mais la transformation se fait maintenant à partir de brut provenant principalement des États-Unis. Les choses peuvent changer très vite. Cela s'est fait à l'intérieur d'un an et demi à Saint-Romuald, sur la rive sud de Québec.

[Traduction]

M. Peter Boag: Premièrement, je n'ai pas d'actionnaires. Nous sommes une association sans but lucratif qui défend les intérêts de ses membres. Certes, le choix d'une bioraffinerie de pétrole brut est motivé par un certain nombre de facteurs y compris la qualité, la disponibilité, le prix et la demande du marché relativement aux produits, parce que votre éventail de produits est en partie influencé par le pétrole brut que vous raffinez. C'est une situation très complexe et dynamique pour toute entreprise de raffinage, qui doit décider quotidiennement quel type de pétrole brut elle va raffiner. Cela changera au fil du temps. Cela changera selon les saisons. Cela changera au cours des années à mesure que les marchés du pétrole brut évolueront et que le marché du produit changera.

[Français]

M. Raymond Côté: Merci beaucoup.

Monsieur McMillan, les présentations précédentes nous ont démontré que l'exploitation des sables bitumineux de l'Ouest représentait un investissement à long terme étant donné qu'elle se fait sur une très longue période comparativement à l'exploitation du pétrole de schiste, par exemple dans le Dakota. Certains facteurs ont

une influence sur la production. On parle d'un ralentissement de la production des sables bitumineux ici au Canada.

En ce qui concerne le pétrole de schiste au Dakota, la modification du prix du baril a-t-elle comme effet de ralentir beaucoup plus la production?

L'effet est-il décuplé du fait que l'exploitation de ce type de pétrole au Dakota est beaucoup plus risquée et à plus court terme?

• (1000)

[Traduction]

M. Tim McMillan: Je ne connais pas aussi bien la réaction qu'a le Dakota du Nord relativement aux prix actuels que la réaction au Canada. Le champ de pétrole Bakken est à cheval sur la frontière Canada-É.-U. Une partie du champ se trouve en Saskatchewan et au Manitoba, et l'expérience au Manitoba et en Saskatchewan serait très semblable à ce qui se passe au sud de la frontière. La réaction a été très claire. Le nombre de forages est en baisse. Dans le tableau que nous avons dressé en janvier, nous avions prédit une réduction du forage de 33 % dans la production de pétrole classique. Depuis cette prédiction, nous avons constaté une baisse encore plus importante.

Le même phénomène se produirait en Dakota du Nord, dans la zone d'Eagle Ford au Texas ou de l'autre côté des États-Unis. Pendant que les entreprises souhaitent se réaligner afin de connaître du succès à long terme, nous les voyons réagir.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Côté.

[Traduction]

Monsieur Van Kesteren, allez-y, s'il vous plaît.

M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Essex, PCC): Merci à tous d'être ici ce matin. La discussion a été intéressante.

Monsieur McGowan, je veux vous féliciter de vos commentaires. Souvent, quand nous entendons un témoignage, nous nous perdons dans le grand nombre d'explications, mais vous avez fait un travail remarquable en exprimant vos observations et vos recommandations. Je souhaite parler de certaines de ces choses, parce qu'on semble laisser entendre qu'il serait possible de faire en sorte que cela joue en notre faveur.

Voici mon problème: nous n'avons pas d'économistes, et je ne suis certainement pas un économiste moi non plus, mais je comprends l'offre et la demande. Je suis aussi très nerveux quand les gouvernements... Je pense à Ronald Reagan et à sa célèbre citation: « Je suis là pour vous aider ».

Sur quoi pouvons-nous nous entendre? Y a-t-il un consensus au sein de l'industrie selon lequel nous devons déplacer une partie du pétrole de l'Ouest, et les raffineries feraient-elles les mises à niveau nécessaires afin que cela puisse fonctionner? Je cherche à harmoniser l'offre et la demande. Qui décide? Suncor ne va pas voir le gouvernement... du moins, pas actuellement, et j'espère que ce jour ne viendra jamais. C'est le marché qui décide de ces choses.

Y a-t-il un consensus? Y a-t-il quelque chose que nous reconnaissons en tant qu'industrie et que nous pouvons reconnaître en tant que gouvernement, un objectif vers lequel nous pouvons commencer à travailler? J'imagine qu'à ce moment précis, je parle de l'oléoduc vers l'est.

Quelqu'un a aussi parlé des marées. Parlez-vous du moment où arrivent les pétroliers? Ils se déplacent en fonction des marées, n'est-ce pas?

M. Peter Boag: Je crois que le terme que nous utiliserions est l'accès aux ports de mer, et l'accès à un port de mer suppose l'accès à de grands navires qui facilitent le commerce outre-mer.

M. Dave Van Kesteren: Parlant des ports de mer, je comprends que les pétroliers qui arrivent utilisent réellement les marées. Ils sont aussi près que ça quand ils arrivent à Montréal, n'est-ce pas?

M. Peter Boag: Je ne suis pas un expert à ce sujet, donc, je ne pourrais que formuler des conjectures, ce que je ne ferai pas.

M. Dave Van Kesteren: D'accord.

Quelqu'un souhaite-t-il formuler un commentaire à ce sujet? Je crois que j'aimerais entendre ce que Suncor a à dire.

M. Steve Reynish: Le commentaire que je formulerais — et j'espère que je réponds à votre question — au sujet des oléoducs, c'est que l'élément clé est de relier la ressource au marché. C'est à ça que servent les oléoducs. Je ne crois pas qu'il soit question de la main-d'oeuvre nécessaire pour construire un oléoduc, même s'il s'agit de réels emplois. La réelle importance économique provient du fait de relier la ressource au marché.

Je crois qu'au cours des dernières décennies, le Canada avait la ressource, et les É.-U. ont constitué le marché d'importance. Je crois que cette dynamique a commencé à changer avec l'augmentation rapide de la production américaine. À mon avis, l'un des aspects économiques importants pour l'avenir est la façon dont nous pouvons diversifier ce marché. Je crois qu'il s'agit de l'essentiel du débat relatif à l'oléoduc, si je peux l'appeler ainsi.

•(1005)

M. Dave Van Kesteren: Mais, une fois encore, nous parlons de la façon dont « nous » diversifions. Laissez-vous entendre que le gouvernement a pour rôle d'entrer sur le marché et de déterminer l'endroit où ces produits devraient aller et la quantité de produits qui devrait y aller?

M. Steve Reynish: Je dirais qu'il s'agit d'une solution, mais je crois que nous sommes tous concernés — bien sûr l'industrie, mais je crois que le gouvernement a aussi un rôle important à jouer là-dedans.

Le président: Monsieur Van Kesteren, M. Dunn souhaite également faire un commentaire.

M. Richard Dunn: Merci. J'apprécie cela, monsieur le président.

Vous avez demandé sur quel aspect nous pouvons nous entendre. Je crois que nous pouvons nous entendre sur le fait que l'industrie pétrolière et gazière est importante pour le Canada, dans une perspective nationale, que ce soit pour les fournisseurs dans l'ensemble du pays ou pour les gouvernements qui tirent des revenus du pétrole et du gaz dans l'ensemble du pays. Je crois que nous pouvons nous entendre là-dessus. Je crois aussi que nous pouvons nous entendre sur le fait que nous entrons dans une nouvelle ère en ce qui a trait au besoin d'être concurrentiel, et que peu importe si cela est causé par la dynamique de l'offre et de la demande en Amérique du Nord ou par la baisse des prix, il existe un besoin impérieux d'être le plus concurrentiel possible afin d'accroître au maximum l'accès aux marchés et les investissements dans l'industrie.

Il faut que l'industrie et le gouvernement prennent des mesures afin d'avoir un impact là-dessus.

Le président: Votre temps est presque écoulé.

M. Dave Van Kesteren: Peut-être — juste rapidement — que M. McMillan pourrait répondre à cette question, lui aussi.

Le président: Monsieur McMillan, allez-y très brièvement sur cette question.

M. Tim McMillan: Je pense que c'est une excellente question. Si nous parlons de diversification, il y a les options de GNL au large de la côte. Nous avons toujours pensé que le GNL était un phénomène enclavé, nord-américain. Nous disposons de provisions pour 200 ans, comme l'a mentionné M. Dunn. La croissance prévue en Asie pour le gaz naturel est de 60 %. Le Canada peut être très bien placé.

Selon moi, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont un rôle à jouer pour permettre cela. L'annonce que nous avons vue concernant le traitement fiscal des installations de GNL — les traiter comme toutes les autres installations — en est une partie importante.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Adler, la parole est à vous.

M. Mark Adler (York-Centre, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie tous de votre présence aujourd'hui. Avant de commencer à poser mes questions, je veux formuler un commentaire.

Monsieur McGowan, vous avez mentionné que les prix montent et redescendent. C'est très juste, et c'est de cette façon que fonctionne le marché. Voici ce que je veux vous demander. Le marché fonctionne-t-il comme il le devrait actuellement?

M. Tim McMillan: D'un point de vue mondial, je pense que les marchandises sont échangées librement. Selon moi, il y a des défis liés à l'accès au marché, qui est défavorable pour...

M. Mark Adler: Nous y reviendrons, mais le marché fonctionne-t-il bien?

Vous savez, nous ne serions pas en train de tenir ces audiences si les prix étaient à 110 \$ le baril, mais ils ont diminué. Bien entendu, cette diminution a un effet multiplicateur. Vous êtes ici parce que les prix ont changé.

Donc, est-ce que le marché fonctionne comme il le devrait?

M. Tim McMillan: J'ai grandi dans une exploitation bovine, et nous voyions le prix du boeuf monter et redescendre régulièrement, comme c'est le cas lorsqu'un produit est commercialisé sur un marché mondial.

M. Mark Adler: D'accord.

Actuellement, en raison de l'évolution des prix, recommanderiez-vous une quelconque modification du régime de réglementation? Ce que je veux dire par là, c'est: devrions-nous, en tant que gouvernement, faire quoi que ce soit que nous ne faisons pas, ou devrions-nous cesser de faire ce que nous faisons, pour influencer sur ce prix?

M. Tim McMillan: Je pense que nous sommes des preneurs de prix sur un marché mondial. En tant qu'industrie, nous espérons que notre gouvernement a des dispositions réglementaires très solides et certaines qui sont publiques afin que nous sachions comment fonctionner dans le respect de ces dispositions et que nous puissions fonctionner efficacement dans ce cadre. Selon un examen effectué par Worley Parsons, le Canada possède l'un des meilleurs systèmes de réglementation au monde. C'est important pour notre industrie, du point de vue de la certitude.

Il est essentiel de bien utiliser ces éléments fondamentaux. L'accès au marché fait manifestement partie de ceux que nous considérons comme un obstacle à notre réussite. À 100 \$ le baril, à 80 \$ le baril ou à 50 \$ le baril, il est essentiel de bien comprendre les éléments de base.

M. Mark Adler: Concernant le fait que nous vivons actuellement une baisse du prix mondial du pétrole, vous ne recommanderiez à aucun gouvernement de prendre des décisions téméraires ni à aucun régime de réglementation de s'empresser d'influer sur ce prix.

M. Tim McMillan: Non, je ne le conseillerais pas.

M. Mark Adler: D'accord. Merci.

Monsieur Dunn, en ce moment, environ 15 % du pétrole qui est exporté est acheminé par des oléoducs. Je pense que nous disposons de la troisième réserve de pétrole en importance dans le monde actuellement. Ce pétrole dans le sol ne profite à personne. Une fois que nous l'extrayons, nous devons l'expédier quelque part. À un taux de 15 %, l'infrastructure des oléoducs dont nous disposons actuellement ne pourra pas transporter cette capacité. Il nous faut davantage d'oléoducs. Est-ce exact?

• (1010)

M. Richard Dunn: Oui, assurément, nous avons besoin de cette capacité d'exportation de diverses manières, et sous diverses formes afin d'accéder aux divers marchés. Il nous faut davantage d'oléoducs pour accéder à divers marchés.

M. Mark Adler: À quelle vitesse diriez-vous que le commerce pétrolier croît, pas seulement ici, au Canada, mais partout dans le monde? La conjoncture actuelle est-elle favorable à ce que nous fassions quelque chose au sujet de l'exportation du pétrole qui pourrait ne pas être à notre avantage dans quelques années?

M. Richard Dunn: Je vais laisser Tim commenter la croissance. Je dirais certainement que, à l'échelle mondiale, les marchés sont en croissance. La possibilité d'accéder aux marchés asiatiques pour le commerce du pétrole et du gaz naturel est importante, et il ne fait aucun doute que le Canada possède de vastes ressources dans lesquelles il peut puiser.

Désolé, les autres parties de votre question...

M. Mark Adler: Monsieur McMillan, vous alliez prendre la relève à ce sujet.

M. Tim McMillan: Certainement. Nous voyons la demande mondiale en énergie s'accroître chaque année d'environ 1 %. Dans le cas du pétrole, c'est environ un million de barils par jour chaque année. Les endroits où nous observons la croissance ne sont pas nos marchés habituels; c'est en Asie, c'est en Inde, et c'est en Afrique.

M. Mark Adler: Notre infrastructure actuelle est-elle bien adaptée à...? Nous savons tous à quel point il est important de diversifier nos marchés. En ce moment, sommes-nous bien placés pour le faire, étant donné notre situation actuelle et notre manque d'infrastructure d'oléoducs?

M. Tim McMillan: La capacité actuelle ne nous permet pas d'accéder aux marchés croissants du monde de la façon dont le Canada le devrait, selon nous, en tant que fournisseur de choix.

M. Mark Adler: Revenons-en à ce que vous avez dit au début, que l'industrie énergétique n'est plus simplement l'industrie énergétique, qu'il s'agit d'un secteur national et d'une industrie nationale qui procure des dizaines de milliers d'emplois, des millions d'emplois.

Quel genre d'effet cela va-t-il avoir sur l'économie du Canada dans l'avenir, si nous ne faisons pas quelque chose au sujet de l'infrastructure des oléoducs maintenant?

M. Tim McMillan: Je pense que le Canada a une excellente occasion d'être un fournisseur mondial. Les effets de notre réalisation de ce potentiel se feront ressentir, de même que les bienfaits, pas seulement dans l'ensemble du Canada, mais dans les pays dont la classe moyenne s'accroît. Des gens qui, aujourd'hui, cuisinent au-dessus d'un feu de camp pourraient avoir accès au gaz naturel du Canada dans une décennie, si nous faisons bien les choses. Les types de décisions dont vous parlez, vous, les dirigeants en matière de politiques, auront de grands effets, pas seulement dans notre pays, mais bien au-delà.

Le président: Merci, et je vous remercie, monsieur Adler.

Il reste deux ou trois minutes. J'ai un certain nombre de questions, mais je n'ai pas le temps de toutes les poser. Je vais tenter d'en aborder une.

Je conviens que nous ne devrions pas avoir des réactions exagérées, à l'échelon fédéral comme à l'échelon provincial.

Monsieur Reynish, vous avez dit que Suncor devait verser 2,7 milliards de dollars en impôts au gouvernement canadien et que cette somme est maintenant passée à 800 millions de dollars. C'est une conséquence non négligeable. Une autre préoccupation... Monsieur Dunn, vous avez évoqué la nouvelle normale. Vous avez sans doute fait face à une nouvelle normale en ce qui a trait aux prix du gaz naturel. Les gens parlent des marchés qui montent et qui redescendent, mais ce qui est préoccupant, c'est que notre situation géopolitique a changé fondamentalement et que le marché de la production du pétrole brut a changé fondamentalement, au moment où les États-Unis s'imposent dans une très grande mesure comme étant l'un des trois principaux producteurs de pétrole brut au monde. Vous avez la réaction de l'OPEP et celle de l'Arabie saoudite, qui viseraient à perturber le marché et à faire chuter le prix afin de préserver ou d'accroître leur part du marché. Il me semble que c'est le sujet tabou que nous n'avons pas encore abordé aujourd'hui, et je le mentionne lorsqu'il ne reste que deux minutes au groupe de témoins. Quelqu'un veut-il prendre la parole à ce sujet?

Le Canada est un preneur de prix dans toute cette situation. Ce que je me demande, c'est ceci: advenant que l'OPEP ou l'Arabie saoudite conserve cette stratégie commerciale, pendant combien de temps pourrions-nous, dans notre pays, soutenir cette situation?

Je vais laisser M. Reynish répondre. Je n'ai probablement que le temps de laisser un ou deux d'entre vous formuler un commentaire à ce sujet.

M. Steve Reynish: Laissez-moi dire que je pense que vous avez fait un très bon résumé de notre situation. À Suncor, nous prévoyons que ces très bas prix se maintiendront pendant deux ans. Selon moi, nous observons bel et bien un retour de l'instabilité sur le marché, et je pense que nous allons observer d'importantes fluctuations dans l'avenir.

• (1015)

Le président: Monsieur Dunn, voulez-vous formuler un commentaire à ce sujet?

M. Richard Dunn: Oui. Je suis d'accord avec vos commentaires, monsieur le président, concernant la nouvelle normale et l'adaptation à cette nouvelle normale. Nous ne devrions pas avoir de réaction excessive ni faire abstraction du fait qu'il y aura une nouvelle normale. Le caractère concurrentiel sera crucial pour ce qui est de déterminer comment le Canada se débrouillera dans la nouvelle normale. Il est urgent pour nous tous de prendre des mesures continues.

Le président: Merci. J'apprécie ce commentaire. J'aimerais l'approfondir davantage. Peut-être que M. Leach pourra aborder cette question auprès du prochain groupe de témoins.

Je veux vous remercier tous sincèrement de votre présence. S'il y a quoi que ce soit d'autre que vous voulez que le comité consulte, veuillez me le soumettre. Je vais m'assurer que tous les membres le reçoivent.

Je veux remercier tous nos témoins, ici, à Ottawa.

Monsieur McGowan, merci beaucoup de vous être levé deux heures plus tôt, à Edmonton, afin d'être avec nous depuis là-bas.

Chers collègues, nous allons suspendre la séance pour deux ou trois minutes, puis nous reviendrons avec notre prochain groupe de témoins.

• (1015) _____ (Pause) _____

• (1020)

Le président: Chers collègues, veuillez vous asseoir pour accueillir le deuxième groupe de témoins. Nous allons commencer tout de suite. Merci.

Nous reprenons notre discussion ici et poursuivons notre étude de l'impact des bas prix du pétrole sur l'économie canadienne. Il s'agit de notre deuxième groupe de témoins, ce matin. Nous avons quatre témoins à entendre de ce groupe.

Tout d'abord, nous accueillons M. Andrew Leach, professeur à l'Alberta School of Business, à l'Université de l'Alberta. Bienvenue, monsieur Leach. Nous accueillons aussi la présidente de l'Association canadienne des carburants renouvelables, Mme Andrea Kent. Bienvenue aux travaux du comité. Nous accueillons ensuite M. David McLellan, économiste principal et stratège opérationnel de Packers Plus Energy Services. Enfin, nous entendrons M. Rob Schaefer, vice-président exécutif, Commerce et marketing, de la TransAlta Corporation.

Nous allons commencer par M. Leach. Vous disposez de cinq minutes chacun pour prononcer votre déclaration préliminaire, puis nous allons passer aux questions des membres.

M. Andrew Leach (professeur agrégé, Alberta School of Business, University of Alberta, à titre personnel): Bonjour. Merci beaucoup. C'est un plaisir d'être ici parmi vous aujourd'hui.

• (1025)

Je voudrais formuler des commentaires sur trois aspects de l'effondrement des prix du pétrole à votre intention aujourd'hui. J'examinerai premièrement les façons dont les changements survenus sur le marché ont influé sur l'avenir des projets liés aux sables bitumineux. Deuxièmement, je parlerai brièvement des politiques relatives aux gaz à effet de serre et des projets liés aux sables bitumineux à la lumière de l'effondrement des prix du pétrole. Ensuite, si le temps le permet, j'ajouterai également quelque chose sur le raffinage et la valorisation.

Comme vous le savez, et comme nous en avons discuté dans le premier groupe, les prix du pétrole ont diminué considérablement au cours des neuf derniers mois. Au début, nous avions un peu l'avantage, au Canada, plus particulièrement dans le cas des sables bitumineux, puisque le dollar canadien était faible, que les rabais étaient peu élevés et que le diluant était bon marché, ce qui a fait en sorte que les projets de sable bitumineux canadiens se sont probablement mieux portés que la moyenne des projets à l'échelle mondiale. C'est en fait l'inverse, à présent; les choses ont donc beaucoup empiré depuis un petit bout de temps pour les sables

bitumineux. Il semble que chaque fois que j'écris que cette industrie va bien, sa situation empire.

Pour comprendre les répercussions de ces prix sur les projets liés aux sables bitumineux, je vais faire un survol rapide de trois aspects.

Lorsque nous regardons les prévisions de l'Association canadienne des producteurs pétroliers concernant la production des sables bitumineux, nous pensons que c'est un repère raisonnable pour ce qu'a prévu l'industrie. Vous voyez environ deux millions de barils par jour de production actuelle, à peu près un autre million de barils par jour de production escomptée, qui est actuellement en construction, puis deux millions de barils par jour de plus imputables à des projets de croissance prévus. Il s'agirait de projets dans lesquels aucun capital important n'a déjà été investi.

Si vous répartissez les activités actuelles dans ces trois groupes, vous courez très peu de risque de voir l'une ou l'autre de ces activités s'interrompre. Je vais vous donner deux ou trois exemples simples: dans le cas d'un projet comme Horizon de CNRL, le coût de la production est d'environ 38 \$ le baril aujourd'hui, pour un produit qui se vend environ 60 \$ le baril. Ainsi, vous avez encore une marge d'exploitation saine.

Les statistiques de Suncor, dont vous avez entendu un représentant plus tôt ce matin, sont assez semblables. Les coûts de production par baril de cette entreprise — et elle fait partie des plus importants producteurs des sables bitumineux parce qu'elle a un projet intégré d'envergure — sont d'environ 35 \$, et ce baril se vend pour une somme d'environ 60 \$ à 70 \$. Si vous parcourez la liste de ces projets in situ actuels, l'entreprise court très peu de risque d'avoir à en arrêter un, sauf si les prix du pétrole empirent vraiment beaucoup.

Pour les nouveaux projets, c'est une histoire un peu différente. Comme les économistes, nous voyons toujours les choses sous deux angles; je parlerai donc de deux types. D'un côté, nous avons les projets dans lesquels un capital important a déjà été investi, et de l'autre, nous avons les projets pour lesquels cela n'a pas été le cas.

Si vous regardez ceux qui ont fait l'objet d'un investissement important en capital — et nous en avons vu un bon exemple récemment, encore une fois, chez Suncor, c'est-à-dire le projet de Fort Hills —, même s'il s'agit d'un projet relativement onéreux, cela a valu la peine pour l'entreprise de le poursuivre parce que, même si les prix du pétrole sont peu élevés, le taux de rendement du capital investi en perspective est encore positif.

Il s'agit également d'un secteur où vous pouvez clairement voir l'incidence du dollar canadien. Auparavant, nous pensions que les nouvelles mines étaient des projets qui avaient besoin d'un baril de WTI à 85 à 100 \$ pour fonctionner. Compte tenu du dollar canadien d'aujourd'hui, vous pouvez probablement faire fonctionner une nouvelle mine grâce à un prix se situant entre 65 et 70 \$ le baril de WTI, si le dollar canadien reste stable. Dans le cas d'un nouveau projet in situ, ces chiffres diminuent encore plus, jusqu'à une fourchette de 50 à 65 \$ le baril. Si nous observons les projets qui sont en train d'être mis sur pied dans lesquels un capital important a été investi, ces chiffres diminuent encore davantage.

Alors, qu'est-ce que cela signifie pour ce qui est de savoir à quoi vous attendre? Cela veut dire que vous devriez essentiellement vous attendre à ce dont a parlé M. McMillan de l'Association canadienne des producteurs de pétrole ce matin: un recul des investissements en capital à venir dans de nouveaux projets qui entraînera une réduction du taux d'augmentation de la production pétrolière, si vous arrivez à suivre cette double négation. La production sera donc inférieure à vos attentes, mais supérieure à celle d'aujourd'hui.

Ensuite, une politique relative aux GES pourrait-elle perturber cette tendance? Serait-il fou d'adopter de nouvelles politiques relativement aux émissions des sables bitumineux?

Je ne le pense pas. Si vous regardez les types de politiques qui ont été proposés, que ce soit pour quelque chose comme une approche 30-30 ou 40-40 en Alberta ou à l'échelon fédéral, voire même quelque chose comme la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique, la marge en question est, dans le cas d'une approche 30-30, peut-être de 10 ¢ à 25 ¢ le baril. Si vous optez pour la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique, elle pourrait être de 1 \$ le baril, tout au plus.

Je ne sais pas pour vous, ici présents, mais je trouve en fait qu'il est beaucoup moins réconfortant de penser au fait que notre industrie des sables bitumineux est à 25 ¢ le baril de la catastrophe que de penser à la perspective d'une politique relative aux gaz à effet de serre. Selon moi, il est beaucoup plus avantageux pour nous d'avoir une politique crédible en matière de gaz à effet de serre dans l'industrie des sables bitumineux que de ne pas en avoir du tout.

Enfin, concernant le raffinage — et vous avez entendu certaines réflexions sur le raffinage de la part de M. McGowan ce matin —, il est vrai que les marges de raffinage tiennent mieux le coup, puisqu'elles reflètent souvent le coût du raffinage, pas celui du pétrole brut. Nous constatons que les marges sont plus stables, mais, selon une analyse récente que je viens tout juste de terminer il y a quelques semaines, le rendement total pour les actionnaires, pour les gouvernements et pour les redevances serait plus élevé d'un facteur d'environ 40 % par dollar investi pour l'extraction seule par rapport à l'extraction plus le raffinage.

Merci beaucoup de votre attention. J'ai hâte de répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Leach.

Madame Kent, je vous cède la parole.

Mme Andrea Kent (présidente, Association canadienne des carburants renouvelables): Bonjour. Merci beaucoup.

C'est un privilège d'être ici aujourd'hui au nom de l'Association canadienne des carburants renouvelables et de nos membres.

Je ne fais qu'un survol rapide du contexte: notre industrie nationale des biocarburants génère maintenant 3,5 milliards de dollars par année en activité économique. À ce jour, nous avons créé plus de 14 000 emplois canadiens de qualité. Notre rendement sur les investissements est de 3,7 milliards de dollars par année pour le gouvernement. Nous affichons une croissance importante depuis 2006.

Notamment, 26 usines de carburant renouvelable sont exploitées dans l'ensemble du Canada. Elles ne font pas seulement que du biocarburant. Nous faisons de la technologie propre. Nous fabriquons de nouveaux produits, et nous élargissons notre approvisionnement en carburants renouvelables.

L'Association canadienne des carburants renouvelables représente l'ensemble du spectre de l'industrie nationale des biocarburants du Canada. Nos membres sont des producteurs de biocarburants, des distributeurs de pétrole, des détaillants et des agriculteurs. Au cours de nos 30 ans d'histoire, nous avons fait face à de nombreux défis, et nous les avons surmontés. Les déclin comme celui-ci et les faibles prix que nous observons dans cet environnement ne sont certainement pas du jamais vu. Bien entendu, je ne cherche pas à minimiser l'incidence qu'ont les faibles prix du pétrole sur notre industrie ou sur nos membres, mais nous ne sommes pas en terrain inconnu. Cela nous est déjà arrivé auparavant.

Après tout, les industries des biocarburants renouvelables et du pétrole sont très étroitement liées. Plus tôt dans la séance, nous avons entendu des représentants de l'Association canadienne des producteurs de pétrole et de la FCA. Je veux que vous sachiez que ces deux groupes représentent vraiment l'ensemble de nos clients. Ils sont aussi nos membres... Vous avez entendu un représentant de Suncor. Nous travaillons ensemble; nous avons directement un rôle à jouer dans la réussite de l'autre et, par conséquent, ce qui affecte l'un a une incidence sur l'autre.

En gardant à l'esprit les questions du comité, je vais vous présenter un aperçu de ce que nous observons dans notre industrie en conséquence des faibles prix.

En guise de contexte, nous avons des mandats fédéraux. Il y a une exigence de 5 % pour l'éthanol dans les stocks d'essence et de 2 % pour le biodiesel ou le diesel renouvelable dans les stocks de distillat. Il est vraiment important de souligner que ces mandats et cette politique stable nous aident à compenser bien des perturbations qu'un environnement de faibles prix peut occasionner.

Même si nous sommes une industrie nationale ici, un grand nombre de nos entreprises sont exploitées sur un axe nord-sud. Les importations d'éthanol américain ont été réduites. Les exportations des Américains vers le Canada sont beaucoup moins importantes que les prévisions de l'an dernier. Comme les exportations des États-Unis se font rares, le produit recule à l'intérieur du marché américain. Ce recul a causé une dépréciation sur le marché des États-Unis.

Il réduit la quantité de mélange à teneur accrue en éthanol sur le marché canadien comparativement à ce que nous avons observé les années précédentes. C'est important parce que, en raison de ce mélange et de la conformité excessive en grande partie dus au prix avantageux de l'éthanol, le Canada accroît la teneur en éthanol et dépasse l'exigence du mandat national d'environ 130 % par année. Cela va maintenant diminuer parce que le prix de l'éthanol est de moins en moins avantageux.

En moyenne, le prix de gros de l'éthanol est inférieur d'environ 20 ¢ à celui de l'essence. La chute des prix de l'essence affaiblit l'avantage lié à ce prix et élimine essentiellement bien des incitatifs financiers associés aux taux de mélange élevés et aux mélanges excessifs que nous avons observés dans le passé.

L'excédent de produit qui en découle aux États-Unis réduit également le marché pour les biocarburants canadiens; par conséquent, il réduit la demande et exerce une pression à la baisse sur les marges de profit. En même temps, nous voyons que les coûts des intrants sont un peu plus élevés, que les achats diminuent, que les investisseurs voient leur portefeuille réduit et que l'accès au capital se resserre. D'une façon ou d'une autre, nous ressentons tous les effets de cette situation.

Ce qui est encore plus préoccupant que la fluctuation des prix à court terme, c'est l'instabilité des politiques à moyen et à long terme, et cela vaut pour tout marché. Le besoin à long terme pour le Canada de diversifier son mélange de carburants demeure vraiment important. C'est un peu le problème ici, pour nos membres et nous aujourd'hui, et ce, malgré tout ce qui se passe, y compris le déclin des prix du pétrole.

La bonne nouvelle, et il y a une bonne nouvelle, c'est que le Canada profite de mandats nationaux stables qui ont aidé à renforcer sa résilience. Toutefois, si nous voulons continuer de croître et de progresser, les politiques gouvernementales doivent suivre la cadence, d'une part, surtout en renouvelant et en élargissant les mandats relatifs au diesel renouvelable, ce qui est important, le faisant passer de 2 à 5 % et, d'autre part, en appuyant l'innovation et l'établissement d'un accès plus large au marché pour les producteurs. Cela va refléter bien des commentaires que vous avez entendus au cours de la première heure.

Merci beaucoup de m'avoir invitée. J'ai hâte de répondre à vos questions.

• (1030)

Le président: Merci beaucoup, madame Kent.

Nous allons passer à M. Schaefer, puis à M. McLellan.

M. Rob Schaefer (vice-président exécutif, Commerce et marketing, TransAlta Corporation): Merci, et bonjour. Je m'appelle Rob Schaefer, et je suis le vice-président exécutif du commerce et du marketing à TransAlta.

Je vous remercie de m'accueillir aujourd'hui. Je suis vraiment reconnaissant d'avoir la possibilité de prendre la parole au sujet de l'incidence de la chute des prix du pétrole sur le secteur de l'électricité.

Avant que je ne commence, laissez-moi présenter TransAlta à ceux d'entre vous qui ne connaissez pas notre entreprise. Nous sommes le premier producteur d'électricité et négociant en électricité coté en bourse en importance au Canada. Nous sommes en affaires depuis plus de 100 ans, et notre siège social est situé à Calgary. Notre entreprise est très diversifiée. Nous avons des exploitations dans tout le Canada, aux États-Unis et en Australie-Occidentale. Nous comptons 64 installations de production, et nous englobons pas mal tous les types de carburants, de l'eau au vent, en passant par le charbon et le gaz, et la capacité totale de notre parc est de plus de 8 500 mégawatts pour l'ensemble de ces pays. Nous sommes le premier générateur éolien en importance au Canada, et nous comptons parmi les plus grandes entreprises d'énergie renouvelable cotées en bourse au Canada.

Nous sommes présents dans vos collectivités. Nous possédons de petites centrales hydroélectriques en Colombie-Britannique. Nous avons des centrales au charbon en Alberta. Nous possédons des parcs éoliens au Québec. De fait, nous avons une centrale de cogénération alimentée au gaz ici même, à Ottawa, qui sert le centre de santé pour enfants situé tout juste au nord d'ici. Nous servons cet établissement depuis un certain nombre d'années, et nous sommes très fiers du fait que nous venons tout juste de négocier un nouveau marché avec l'Office de l'électricité de l'Ontario afin de poursuivre l'exploitation de cette centrale.

Nous contribuons beaucoup au secteur pétrolier et gazier. Bien entendu, nous fournissons de l'électricité au réseau de l'Alberta. Nous approvisionnons tous les producteurs pétroliers et gaziers de cette façon. Nous avons également des installations de cogénération sur place, à Suncor, par exemple. Nous avons entendu un représentant de Suncor, plus tôt. En fait, nous faisons affaire, travaillons en partenariat, avec Suncor, à Fort McMurray, depuis 14 ans, où nous exploitons une centrale de cogénération. Nous servons également sa raffinerie de Sarnia, en Ontario. Il est clair que le secteur pétrolier et gazier est important pour notre entreprise.

Ce que je voudrais faire aujourd'hui, c'est parler de l'incidence des prix du pétrole sur le secteur de l'électricité, et je vais aborder les répercussions à court terme ainsi qu'à long terme.

Si nous pensons à court terme, ce que nous observons aujourd'hui, ce sont les prix les plus bas que nous ayons vu depuis des années en Alberta et, en fait, partout en Amérique du Nord. Il se passe deux ou trois choses ici.

La première, c'est qu'un important nouvel approvisionnement en électricité est entré au pays au cours des deux dernières années. Cette situation découle des prix relativement élevés qui ont apporté un nouvel approvisionnement. Nous observons maintenant les conséquences de cette situation sous forme de prix assez bas.

La deuxième chose, toutefois, c'est que les prix de notre gaz naturel sont très bas. Je pense que vous en avez entendu parler et que vous étiez certainement au courant de cela. Donc, ce qui arrive, c'est que nous observons une concurrence qui a tendance à s'accroître entre le gaz et le charbon en Alberta ainsi que sur d'autres marchés. De fait, en 2014, le charbon s'est écoulé à un taux inférieur d'environ 12 % à sa capacité, et nos analystes associent ce phénomène aux faibles prix du gaz. Essentiellement, dans toute administration où vous avez une quantité raisonnable d'électricité produite au gaz, vous observez l'incidence de cette production sur les marchés. Il s'agit des conséquences à court terme.

Voici les conséquences à long terme. Si difficiles que puissent être les faibles prix du pétrole pour le secteur pétrolier, ils le sont tout autant pour le secteur de l'électricité. Si la période de faibles prix se prolonge, il sera difficile de faire les investissements dont nous avons besoin pour renouveler le parc de production de l'ensemble du Canada. Il est clair que, à court terme, les consommateurs s'en tirent mieux lorsque les prix de l'électricité sont faibles. Le problème, c'est que, à long terme, nous pourrions observer des répercussions sous la forme de prix plus élevés plus tard et même peut-être sous la forme de pénuries. Vous savez que, dans l'ouest du Canada, plus particulièrement, une industrie pétrolière et gazière qui n'investit pas dans la croissance suppose une stabilisation de la croissance pour le secteur de l'électricité.

• (1035)

Tandis que nous envisageons l'échéance de 2020 pour le renouvellement de notre parc, si la période de faibles prix se prolonge, nous aurons de la difficulté à le faire, quelle que soit la technologie de carburant dont vous voulez parler, parce que toute nouvelle production s'assortira d'un prix élevé. Le délai d'approvisionnement est long pour faire ces investissements, beaucoup plus que dans les secteurs pétrolier et gazier; par conséquent, vous déclenchez un compte à rebours.

C'est à cela que ça se résume. Seulement pour récapituler, à TransAlta, nous sommes certainement prêts à relever le défi. Nous nous sommes adaptés au déclin des secteurs de la fabrication de l'Ontario, aux recettes minières passablement faibles de l'Australie-Occidentale. Nous composons avec la croissance que nous avons affichée dans l'ouest du Canada. Nous pouvons assurément faire face à un marché affaibli. Ce n'est pas la première fois que nous observons ce genre de situation; ce ne sera pas la dernière. Nous sommes certainement prêts à relever le défi.

Merci beaucoup, et je répondrai volontiers à vos questions.

Le président: Merci de votre exposé.

Nous allons passer à M. McLellan, s'il vous plaît.

M. David McLellan (économiste principal et stratège opérationnel, Packers Plus Energy Services): Merci.

Packers Plus Energy Services est une excellente étude de cas sur l'innovation et le succès émanant du secteur pétrolier canadien. Je suis honoré de m'être vu offrir la possibilité de participer à la discussion du groupe d'aujourd'hui au sujet de l'incidence du déclin des prix du pétrole mondiaux sur le secteur de l'énergie et sur l'économie canadienne.

Notre entreprise a été fondée à Calgary au début du millénaire par trois partenaires. Ils ont mis au point un système clé qui permettait l'extraction efficace d'hydrocarbures situés dans des formations étanches par la fracturation hydraulique. Son adoption a été le catalyseur d'un changement radical dans l'industrie, puisqu'il a été combiné aux progrès réalisés en matière de forage horizontal, de sorte que la production nord-américaine d'hydrocarbures s'est accrue considérablement plus vite que la demande nord-américaine. Les conséquences de cette situation ne sont pas sans lien avec la raison de notre assemblée aujourd'hui.

Aujourd'hui, Packers Plus compte près de 1 000 employés et 32 installations dans le monde. Notre entreprise conçoit, fabrique, vend et installe les systèmes de complétion de la plus haute qualité dans l'industrie. Nous sommes maintenant devenus la quatrième entreprise de complétion en importance au monde, après des géants tels que Schlumberger, la nouvelle entreprise fusionnée d'Haliburton-Baker Hughes, et Weatherford.

Nous sommes un exemple de la façon dont l'innovation et l'expertise pétrolière de terrain canadiennes sont recherchées et exportées partout dans le monde.

Si nous analysons l'incidence sur les prix, je voudrais d'abord signaler que les députés devraient tenir compte du fait qu'un baril de pétrole n'est pas nécessairement homogène. Il y a du pétrole brut de divers degrés de qualité en provenance et à destination de divers endroits. Les Canadiens seront les plus touchés par le prix des mélanges West Texas Intermediate et Western Canadian Select.

Les prix standard sont en dollars américains, et cela facilite la comparaison et le commerce international. Cela signifie qu'il y a une corrélation inverse entre les prix du pétrole, plus particulièrement ceux du WTI, et la valeur du dollar américain. La force actuelle de cette monnaie est un aspect qui ralentit le rétablissement des prix du pétrole. Soulignons que de nombreux pays de l'OPEP et autres pays exportateurs de pétrole ont augmenté leur demande en dollars américains parce qu'ils doivent financer leurs insuffisances budgétaires à même leurs fonds souverains et au moyen des devises étrangères qu'ils détiennent. En outre, le fait de détenir des dollars américains les protège contre la chute des devises.

Bien entendu, les producteurs canadiens en ont profité, du fait que le taux de change canadien a chuté en passant d'environ 1,07 \$ par dollar américain à près de 1,21 \$ aujourd'hui.

Le pétrole brut Brent est le mélange international, et c'est sur ce pétrole que les ventes sont souvent fondées. Au cours des 25 dernières années, le prix moyen du West Texas Intermediate a été légèrement supérieur d'environ 2,6 % à celui du Brent, mais, depuis 2009 et l'adoption des nouvelles technologies de fracturation hydrauliques, le commerce du WTI s'effectue principalement à escompte. L'escompte a été relativement instable, mais, plus récemment, sa moyenne s'est établie à plus de 20 %. Ce prix représente une occasion perdue pour l'économie canadienne et devrait contribuer à nous motiver à accroître notre accès aux ports de mer afin que nous puissions vendre nos produits sur ce marché.

Malgré les affirmations de mes collègues du groupe précédent, le pétrole n'est pas nécessairement une marchandise mondiale telle qu'on nous la présente. Pour l'instant, les États-Unis ont une loi qui

bannit les exportations; par conséquent, nous avons un marché nord-américain. La production du pétrole de schiste aux États-Unis a augmenté de quatre millions de barils par jour à un moment où la demande américaine a chuté, passant d'un sommet de 22 millions de barils par jour en 2006 à environ 19 millions de barils par jour aujourd'hui.

En ce qui concerne la réduction des dépenses en capital d'E&P et la réduction des activités pétrolières sur le terrain qui ont été abordées, nous observons des diminutions marquées du nombre de plateformes nord-américaines. Selon le site Web de la CAODC, chaque plateforme représente environ 20 emplois directs et 135 emplois indirects. Le nombre de plateformes est passé de plus de 1 800 en novembre à environ 1 500 maintenant, et il devrait atteindre un plancher plus tard cette année, peut-être aussi bas que 1 250. Un rétablissement des prix, un prix supérieur à 70 \$US pour le West Texas, enverrait le signal nécessaire pour commencer à ajouter des plateformes et, par la suite, accroître la production.

Dans l'industrie de services dont nous faisons partie, nous avons constaté que la réduction des budgets des dépenses en immobilisations et des activités de forage s'est faite ressentir dans l'ensemble de notre industrie. Des concurrents comme TriCan ont subi des mises à pied et ont demandé à leur personnel d'accepter des réductions de salaire. Les exploitants demandent et reçoivent des réductions de prix, mais il y a des limites au fardeau que l'industrie des services peut supporter au chapitre des prix ou qu'elle est disposée à assumer.

Cette nouvelle réalité renouvellera la concentration sur les gains d'efficacité et incitera les entreprises à adopter des approches plus novatrices. Un environnement de West Texas Intermediate à 90 \$ le baril produisait un modèle qu'avaient adopté de nombreux exploitants de pétrole de schiste: forage, complétion, production, puis on recommence. L'entreprise est devenue si occupée à accélérer sa production qu'elle ne se concentrait pas réellement sur les gains en efficacité. Le degré d'activité réduit que l'on connaît actuellement lui a maintenant donné l'occasion de faire une pause et d'examiner les données.

● (1040)

Par la suite, à Packers Plus, nous nous attendons d'abord à ce qu'un grand nombre de documents de recherche de grande qualité soient produits; ensuite, nous allons acquérir une part importante du marché.

Je travaille à Houston, au Texas, après avoir passé 16 ans à Calgary. La moitié de nos activités proviennent du Canada. Nous envisageons une croissance importante aux États-Unis. Les complétions en découvert sont la principale méthode de complétion pour le pétrole non conventionnel issu des sables bitumineux au Canada, mais aux États-Unis, c'est le bouchon de colonne perdue cimentée et la perforation.

Le président: Pourriez-vous conclure, s'il vous plaît?

M. David McLellan: Récapituler?

Le président: Oui, récapitulez très rapidement.

M. David McLellan: Bien sûr.

Que dites-vous de ceci? J'ai hâte de répondre à vos questions.

Le président: J'aurai des questions pour vous. Merci beaucoup de votre exposé.

Chers collègues, je pense que nous allons prévoir des périodes de six minutes afin d'être juste envers tous les députés.

[Français]

Nous allons commencer par M. Dionne Labelle, qui dispose de six minutes.

M. Pierre Dionne Labelle: Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Leach.

Vous avez dit que le coût d'équilibre des anciens projets était de 75 \$ le baril et que le coût d'équilibre des nouveaux projets était de 50 \$ le baril. Imaginons que le prix du baril reste à 50 \$ au cours des cinq prochaines années. En effet, sur le plan de la géopolitique mondiale, la tendance est qu'il y ait un surplus de l'offre. Quels seraient alors les impacts de ce maintien sur le secteur pétrolier canadien, plus particulièrement sur les projets dont le coût d'équilibre est de 75 \$ le baril?

M. Andrew Leach: C'est une bonne question.

[Traduction]

Si vous pouviez voir un monde où le prix du pétrole se maintient au prix d'aujourd'hui... Tous les chiffres que j'ai donnés étaient fondés sur le maintien des prix d'aujourd'hui comme le prévoient actuellement les marchés à terme. Si les choses demeurent inchangées, ce que vous allez constater, c'est que la plupart des projets en construction seront menés à terme. La plupart des projets actuels — si ce n'est pas tous les projets — resteront en fonction du côté des sables bitumineux. Probablement que certains des nouveaux projets et des projets d'expansion de premier ordre iront de l'avant, mais vous verrez probablement une grande part des deux millions de barils par jour prévus être retardée ou annulée.

Du côté du pétrole brut léger, c'est un peu une autre histoire, car ces prix montent et descendent très rapidement; vous en verrez donc probablement davantage. Mon collègue, M. McLellan, pourrait probablement formuler un commentaire plus détaillé à ce sujet, mais vous verrez beaucoup plus de fluctuations dans ces secteurs. Les entreprises font souvent plus d'argent lorsque le prix du pétrole est bas, mais elles sont aussi plus facilement mises en service ou hors service. Ainsi, vous pourriez observer des retards plus rapides dans ces secteurs.

[Français]

M. Pierre Dionne Labelle: Aujourd'hui, nous avons entendu un économiste de la Fédération des travailleurs de l'Alberta. Plusieurs parlaient de la nécessité d'exporter le pétrole dans les marchés internationaux. L'économiste en question disait que si nous exportions le pétrole dans les marchés internationaux, étant donné le surplus actuel de l'offre, nous ferions croître l'offre et nous favoriserions donc le maintien du prix à la baisse et la non-rentabilité de l'extraction des sables bitumineux.

Voyez-vous une logique là-dedans?

M. Andrew Leach: À nouveau, il faut tenir compte de ce qui suit.

[Traduction]

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que, oui, l'offre est excédentaire sur les marchés mondiaux. C'est ce qui fait diminuer le prix, mais ce facteur est encore plus prévalent sur le marché nord-américain, comme l'a également mentionné M. McLellan. En Amérique du Nord, notre marché est enclavé, ce qui fait en sorte que les prix sont plus bas ici que sur les marchés mondiaux.

Alors, non, le fait d'exporter du bitume de l'Alberta vers les marchés mondiaux ne nous permettra pas d'obtenir le prix du Brent pour le bitume de l'Alberta. Toutefois, il serait également question d'une quantité relativement petite dans le contexte mondial, s'il est

question d'accroître les exportations canadiennes de — disons — un million de barils par jour.

● (1045)

[Français]

M. Pierre Dionne Labelle: Cela ne rendra pas les barils produits plus rentables.

[Traduction]

M. Andrew Leach: Cela améliorera légèrement leur rentabilité par rapport à ce qu'elle serait autrement. Vous ne vous retrouverez pas dans un monde à 100 \$ le baril ou à quoi que ce soit comme par magie, mais vous n'aurez pas non plus une grande influence sur les marchés mondiaux. Nous ne sommes tout simplement pas assez importants pour les perturber.

[Français]

M. Pierre Dionne Labelle: Vous avez évoqué la question de la politique des gaz à effet de serre. Pouvez-vous expliquer un peu plus votre position sur cette question?

M. Andrew Leach: Certainement.

[Traduction]

Je ne défends aucune politique particulière, par exemple. En général, j'estime que, ce qu'il nous faudrait, au Canada, c'est une politique qui nous permettrait d'examiner nos politiques et de dire que, si tout le monde mettait en oeuvre cette politique, nous aurions atteint un ensemble de buts mondiaux convenus.

Par conséquent, s'il s'agit du but des deux degrés Celsius, nous devrions pouvoir nous adresser à des chercheurs crédibles, leur dire de prendre les politiques que nous voudrions mettre en place au Canada et de les imposer dans le monde entier, à d'autres économies, de la même manière, et de voir ce qui se produirait à l'échelle de la planète. Si nous n'atteignons pas de buts mondiaux, alors, selon ma définition, nous ne faisons pas notre part. Je ne commencerais pas à m'attacher à demander quel pourcentage des émissions passées nous obtenons ou quel pourcentage ils obtiennent ou je ne sais quoi. J'étudierais davantage les politiques en tant que telles.

[Français]

M. Pierre Dionne Labelle: Si je comprends bien, vous trouvez que nous ne sommes pas suffisamment engagés sur ce terrain. C'est ce que je déduis de vos propos.

[Traduction]

M. Andrew Leach: Je crois qu'il y a des politiques provinciales et fédérales très intéressantes sur lesquelles nous pouvons nous appuyer. Selon moi, si vous appliquez mon critère — qui consiste à appliquer les politiques du Canada à l'échelle internationale —, elles ne seraient pas assez strictes pour nous permettre d'atteindre les objectifs mondiaux que les gouvernements canadiens ont acceptés à Copenhague, par exemple.

[Français]

M. Pierre Dionne Labelle: Madame Kent, est-ce vous ou M. Schaefer qui avez parlé des parcs éoliens? Je crois que c'était M. Schaefer. En fait, ma question s'adresse à vous deux.

Quel est l'avenir des parcs éoliens? On sait que cela a suscité beaucoup de critiques, que je ne partage pas nécessairement. Comment voyez-vous l'avenir de l'éolien au Canada?

[Traduction]

Le président: Madame Kent.

Mme Andrea Kent: Nous oeuvrons dans le domaine du transport des liquides, alors je crois que M. Schaefer est peut-être mieux placé pour...

Le président: D'accord.

Monsieur Schaefer, s'il vous plaît.

M. Rob Schaefer: En ce qui concerne l'avenir des éoliennes, il est évident que les capacités de production d'électricité éolienne actuelles seront maintenues. Il y en a partout au Canada, et le système fonctionne très bien.

Le défi que je tente de souligner, c'est que, si les prix restent bas sur une longue période, quel que soit le type de production, il sera difficile de prendre des décisions en matière d'investissement. La production éolienne est l'une des formes les plus dispendieuses, et il est donc difficile de maintenir la croissance dans ce secteur.

Encore une fois, nous nous trouvons dans un cycle de produits, alors la situation actuelle ne durera pas éternellement. J'espère que nous aurons tout le temps dont nous aurons besoin, en tant qu'industrie, pour répondre de façon raisonnable aux demandes des consommateurs.

[Français]

M. Pierre Dionne Labelle: À ce jour, avez-vous reporté des projets?

[Traduction]

Le président: Je vous invite à répondre brièvement, s'il vous plaît.

M. Rob Schaefer: Non. Nous n'en avons reporté aucun.

Le président: Merci.

Monsieur Saxton, s'il vous plaît, vous avez six minutes.

M. Andrew Saxton: Merci, monsieur le président.

Merci à nos témoins d'être là aujourd'hui.

Ma première question est pour Andrew Leach, de l'Université de l'Alberta.

Andrew, ce n'est pas la première fois que nous constatons une correction du prix du pétrole au Canada et à l'échelle internationale. Quelle est la différence cette fois-ci? Quelle leçon pouvons-nous tirer des expériences passées? Quel a été l'impact des corrections précédentes sur l'économie canadienne et, le cas échéant, en quoi les choses seront-elles différentes cette fois-ci?

M. Andrew Leach: C'est une excellente question.

Je dirais que la principale différence comparativement au plus récent effondrement du prix du pétrole — pour parler de la période de 2008-2009 —, c'est qu'il n'y a pas de crise économique mondiale. Nous ne sommes pas confrontés aux contraintes générales liées au crédit qui sévissaient en 2008-2009; la dynamique est donc différente. Cette fois-ci, il s'agit davantage d'un choc lié à l'offre du pétrole, même si, comme nous le savons tous, l'économie mondiale est aussi aux prises avec d'importants vents contraires.

Du point de vue du gouvernement et de celui de l'industrie, l'une des principales caractéristiques — et j'ai parlé un peu de l'effondrement actuel et de celui de 2008-2009 dans la revue *Maclean's* —, c'est qu'il n'y a pas eu d'augmentation préalable des prix. Il n'y a pas eu d'adaptation, qu'il s'agisse de budgets gouvernementaux ou de bilans de l'industrie, découlant d'une augmentation imprévue des prix comme ça a été le cas en 2007-2008. À ce moment-là, il y a eu un effondrement, mais, au bout du compte, la situation a été beaucoup plus facile que s'il y avait eu uniquement une chute des prix. Il s'agit du plus important

effondrement comparativement, par exemple, aux prix de l'année dernière. Je crois que c'est là une importante différence.

Pour ce qui est de l'approvisionnement, il faut probablement retourner aux années 1980 et 1990 pour se faire une meilleure idée de ce à quoi ressemble une surabondance mondiale du pétrole brut et savoir combien de temps cela peut durer. Nous aurons besoin de temps avant de savoir si c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons.

• (1050)

M. Andrew Saxton: Merci.

Ma prochaine question s'adresse à Andrea Kent, de l'Association canadienne des carburants renouvelables.

Andrea, pouvez-vous nous en dire plus au sujet de l'impact de cette correction du prix du pétrole sur votre industrie?

Mme Andrea Kent: Il y a plusieurs choses à ne pas oublier.

Selon nous, la situation est liée aux prix des carburants et au lien entre l'impact sur le prix de l'essence comparativement à l'impact sur le prix de l'éthanol. Historiquement, en moyenne, l'éthanol coûte environ 20 ¢ de moins par litre que l'essence. Par conséquent, les gens ont une incitation financière naturelle à mélanger plus d'éthanol dans l'essence. Ce n'est pas une mauvaise chose, parce que, traditionnellement, les consommateurs profitent au bout du compte de ces économies. Il y a aussi un autre avantage lié au taux d'octane plus élevé de l'éthanol: cela permet une importante réduction des émissions de GES. Dans l'ensemble, la teneur du mélange au Canada est supérieure à ce qu'exige le mandat fédéral. C'est une bonne nouvelle pour les producteurs, parce que cela signifie que leur produit est en forte demande.

Lorsque nous constatons une réduction de cet avantage lié au prix, il s'ensuit habituellement une réduction de la demande en éthanol parce que le Canada importe aussi de l'éthanol des États-Unis aux fins de mélangeage. Lorsque la demande dans le marché américain, qui est beaucoup plus grand, commence à baisser, on commence à remarquer des accumulations de stocks aux États-Unis. Cela signifie que, par la bande, il se produit une contraction du marché canadien de l'éthanol. Le prix de l'éthanol est dicté par le Chicago Board of Trade, alors le marché s'aligne sur les prix américains. Prenons le ratio actuel du maïs et de l'éthanol, sur le CBOT, le prix du maïs s'établit actuellement — si je ne m'abuse — à environ 3,50 \$. Le ratio est encore rentable, mais, en ce qui concerne la rentabilité, nous sommes très loin de la situation de l'année dernière. Cependant, lorsqu'on fait des comparaisons avec 2014, il ne faut pas oublier qu'il s'agissait d'une année record, alors cela exacerbe un peu les écarts. La situation semble bien pire, mais c'est en raison des profits records qui ont été enregistrés en Amérique du Nord aussi.

Une des choses qui nous aident vraiment — et je le dis en passant — c'est la diversité. Nous parlons d'éthanol, mais ce n'est qu'un des extrants. La drêche sèche de distillerie, ou la DSD, est un aspect du marché des grains fourragers associé tout naturellement à la production d'éthanol. Les valeurs actuelles de la DSD sont très bonnes. Cela a permis de compenser une bonne partie des contraintes liées au prix et aux coûts de fonctionnement qui, sinon, compte tenu de l'environnement actuel, auraient été beaucoup plus volatiles pour le producteur d'éthanol. Je crois qu'il s'agit d'un bon exemple de la raison pour laquelle la diversité est une bonne chose. Si l'on examine les bioraffineries capables de produire plus d'extrants, elles pourront saisir plus d'occasions sur le marché. Cela les aidera à renforcer leur résilience face aux fluctuations de prix.

M. Andrew Saxton: Merci beaucoup.

Ma question suivante est pour David McLellan, de Packers Plus Energy Services.

David, dans votre exposé, vous avez parlé de l'escompte applicable au pétrole canadien parce que nous n'avons qu'un seul acheteur pour nos exportations de pétrole. De quelle façon la diversification de nos marchés pour le pétrole se répercuterait-elle sur l'industrie canadienne et serait avantageuse pour elle? Et quelle est l'importance des oléoducs dans cette équation?

M. David McLellan: Je crois que la réponse est liée à l'écart de prix entre le prix du brut Brent et le West Texas Intermediate. Actuellement, le prix de nos mélanges est fondé sur un escompte applicable au WTI. Si nous pouvions transporter de grands volumes vers la côte, le prix de vente serait tout de même fondé sur un escompte applicable au WTI. Je crois que le Canada, étant une administration beaucoup plus stable qui bénéficie d'une réputation très favorable dans le monde entier, serait un fournisseur de premier choix. Je crois que nous pourrions demander un prix plus élevé dans la mesure où le Brent commande un prix supérieur au West Texas Intermediate. C'est la situation actuelle, mais rien n'est éternel. On obtiendrait ainsi une marge de manoeuvre. Ce dont nous avons besoin dans le secteur, c'est justement de souplesse.

M. Andrew Saxton: Dans quelle mesure est-il important pour nous de diversifier nos marchés?

M. David McLellan: Je crois que c'est absolument essentiel. Je travaille maintenant aux États-Unis, dans leur capitale du pétrole.

Je trouve vexant d'entendre le président parler de l'exploitation extrêmement sale du pétrole canadien. J'ai vu les champs de pétrole de la Californie. Je suis allé en Malaisie, en Indonésie, en Algérie et dans différents endroits au Moyen-Orient, et le Canada s'en tire mieux que quiconque. Le président de notre seul client nous dit que c'est extrêmement sale. Il dénigre notre production et reporte l'entente Keystone. Il faut absolument que nous considérions cela non seulement comme un signal, mais quasiment comme une exigence de diversifier nos marchés.

•(1055)

Le président: Merci, monsieur Saxton.

[Français]

Monsieur Dubourg, vous avez la parole pour six minutes.

M. Emmanuel Dubourg (Bourassa, Lib.): Merci, monsieur le président.

Bonjour à tous mes collègues.

Mesdames et messieurs, je vous souhaite la bienvenue à ce comité.

Ma première question s'adresse à M. Schaefer, qui a dit oeuvrer dans une industrie très diversifiée. Il a aussi parlé des répercussions de la baisse du prix du pétrole à court terme. Il a dit qu'à long terme, on aura de la difficulté à renouveler les investissements dans ce secteur.

Étant donné que son secteur est aussi diversifié, pourrait-il nous parler des répercussions de la baisse du prix du pétrole sur l'emploi au Canada?

M. Rob Schaefer Oui, volontiers.

[Traduction]

Merci. C'est une très bonne question.

J'estime que les types de répercussions sur le secteur de l'énergie électrique n'ont pas été les mêmes que sur les secteurs pétrolier et gazier. Autrement dit, on n'observe pas de mises à pied importantes

ou de choses du genre dans ce secteur, car l'énergie actuellement produite continuera d'être nécessaire pour approvisionner les consommateurs pendant un certain temps.

C'est plutôt une question de croissance ou de remplacement de la source d'énergie, donc de répercussions à plus long terme. Je ne vois pas d'incidence dramatique sur l'emploi. La question est plutôt de déterminer comment investir et assurer le roulement du capital-action dont nous disposons aujourd'hui.

[Français]

M. Emmanuel Dubourg: Merci.

Ma prochaine question s'adresse à M. Leach.

Vous avez dit dans votre présentation que nous n'avions pas nécessairement besoin de nouvelles dispositions législatives. J'aimerais savoir si une politique sur le prix du pétrole pourrait comporter des avantages sur le plan économique.

M. Andrew Leach: Pouvez-vous me donner un peu plus de détails sur le type de politique que vous envisagez?

M. Emmanuel Dubourg: Pour ma part, je n'envisage rien, mais je voudrais savoir s'il y aurait des avantages pour le Canada sur le plan économique et comment cela pourrait toucher telle ou telle industrie.

Par exemple, pensez-vous qu'une entreprise comme Énergie Est pourrait stabiliser le prix du pétrole au Canada?

[Traduction]

M. Andrew Leach: D'accord, merci.

Un projet comme celui de l'oléoduc Énergie Est n'aura pas pour effet de stabiliser les prix mondiaux du pétrole, parce qu'il permettra simplement, en fait, de déplacer le produit d'une région à une autre. Comme certains de mes collègues l'ont déjà mentionné, un projet comme Énergie Est modifierait les déplacements du pétrole brut au Canada. Cela permettrait aux marchés canadiens de l'Est d'avoir accès au pétrole brut canadien de l'Ouest. Mais il y aura un coût à tout cela. Ils vont devoir payer un péage pour transporter ce pétrole d'un bout à l'autre du pays.

Alors que se passera-t-il? On constatera peut-être une petite réduction des prix du pétrole brut acheté par les raffineries de l'est du Canada. Il y aurait peut-être aussi une légère augmentation des revenus nets des producteurs canadiens de l'Ouest. Mais il y a une longue distance à traverser, et c'est un facteur important.

Pourquoi, dans le passé, avons-nous toujours expédié notre pétrole vers le centre des États-Unis? Nous l'avons fait parce qu'il s'agissait d'un marché lucratif et parce que les coûts des transports étaient peu élevés. Pendant des décennies, même pour un habitant des Maritimes intéressé disant « Je veux du pétrole brut bon marché », le meilleur processus commercial aurait été de transporter du pétrole brut de l'Alberta à Chicago, de le vendre là-bas, puis d'aller l'acheter au port de Saint John. Les choses ont un peu changé maintenant, mais il n'y a rien de gratuit, pour ainsi dire.

[Français]

M. Emmanuel Dubourg: Nous avons pu constater l'impact que cette baisse de prix pouvait avoir sur l'économie. Il s'agit en quelque sorte d'une économie un peu vulnérable.

Avons-nous raison de nous concentrer de la sorte sur un seul secteur de l'économie?

[Traduction]

M. Andrew Leach: Je ne suis pas d'accord. Je ne crois pas que notre économie est aussi centrée sur le pétrole ou les sables bitumineux que votre question semble le laisser entendre.

Le secteur du pétrole et du gaz est un volet important de notre économie, mais il représente bien moins de 10 %. Ce que nous avons constaté, cependant, c'est qu'il y a eu beaucoup d'activités économiques liées à la construction de nouveaux projets de sables bitumineux, et, de ce côté, les choses pourraient peut-être ralentir un peu. Mais, lorsqu'on regarde l'importance générale de ce secteur au sein de notre économie, notre économie est très loin de miser sur une seule industrie. Nous sommes bien moins dépendants de la production de pétrole et de gaz que certaines déclarations formulées récemment voudraient nous le faire croire. Tous nos oeufs ne sont pas dans le même panier.

[Français]

M. Emmanuel Dubourg: Enfin, pour favoriser ce secteur en particulier, est-ce que nous devrions tenter d'améliorer les relations entre le gouvernement du Canada et certains partenaires? On peut penser ici à la décision du président Obama, donc aux États-Unis, ainsi qu'aux Premières Nations.

À votre avis, devrions-nous faciliter davantage les relations entre le Canada et ces partenaires?

• (1100)

[Traduction]

M. Andrew Leach: En ce qui concerne les deux points que vous avez soulevés, je crois sans conteste que nous devons examiner notre position à l'échelle mondiale et — cela me permet de revenir un peu sur le point soulevé par M. McLellan — la façon dont nos ressources sont dépeintes à l'échelle internationale. Il y a toute la notion de communication, mais il s'agit aussi des politiques que nous appliquons relativement à nos ressources, de la façon dont ces politiques sont dépeintes et de la mesure dans laquelle nous démontrons clairement que nous exerçons nos activités selon des conditions crédibles à l'échelle internationale.

En ce qui concerne le dossier des Premières Nations, je ne pourrais pas être plus d'accord avec vous. Je crois que nous avons vraiment besoin de tisser de meilleurs liens sur ce plan. J'étais consterné il y a deux ou trois semaines. J'ai lu un rapport — je crois que c'était dans la revue *Alberta Oil* — au sujet d'un sondage mené auprès de membres de la direction d'entreprises du secteur du pétrole qui portait sur les obstacles au développement de l'exploitation pétrolière. Une des catégories proposées était les Premières Nations. Si je ne m'abuse, aucun répondant n'estimait que les relations avec les Premières Nations n'étaient un obstacle important. Je suis tout à fait en désaccord avec cette conclusion. Selon moi, dans le cadre d'une bonne partie de nos travaux de développement au Canada, il serait très bénéfique de tisser de meilleurs liens avec les Premières Nations.

[Français]

Le président: Je vous remercie.

[Traduction]

La parole est maintenant à Mme Bateman pendant six minutes.

[Français]

Mme Joyce Bateman: Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie tous nos témoins de leurs témoignages. Nous avons eu de bonnes discussions avec les deux groupes.

[Traduction]

J'espère avoir l'occasion de tous vous parler, parce que j'apprécie beaucoup la discussion, mais j'aimerais commencer par M. Schaefer.

Dans votre témoignage — nous sommes des âmes soeurs, vous êtes aussi comptable agréé —, vous avez parlé des répercussions à long et à court terme. J'aimerais que vous nous en disiez plus sur l'impact des investissements au sein de l'industrie. Évidemment, si nous ne faisons pas d'investissements au sein de l'industrie, ce sera un facteur.

Pouvez-vous nous dire plus de choses à ce sujet?

M. Rob Schaefer: Bien sûr. Permettez-moi de vous l'expliquer rapidement de cette façon: il faut compter environ cinq ans pour mettre sur pied et construire une centrale électrique. C'est encore plus long dans le cas des centrales hydroélectriques, qui peuvent prendre 10 ans ou plus à mettre sur pied. C'est un long processus.

Comme dans toute industrie, nous réagissons aux signaux de prix. Actuellement, il y a un signal de prix faible. Personne ne va investir. C'est donc très difficile d'investir dans un tel contexte. Le défi dont je parle, c'est simplement que, si nous essayons une longue période de prix bas, et que nous recommençons ensuite à investir, il y aura possiblement un écart. Cela ne signifie pas que nous n'investirons pas, mais simplement que ce sera difficile pendant un certain temps.

Mme Joyce Bateman: D'accord. C'est assez juste.

Tout comme nos témoins précédents, vous avez tous parlé de la volatilité du marché et des répercussions de la valeur marchande.

Madame Kent, vous en avez parlé. Il n'y a pas si longtemps, nous avons lu des articles au sujet des répercussions négatives sur les agriculteurs mexicains et la chaîne alimentaire, compte tenu de la croissance dans votre industrie. Nous avons tous été touchés.

Monsieur McLellan, vous êtes un joueur relativement petit dans un marché mondial. Des intervenants majeurs sont venus nous parler de cette question. Quels sont les défis précis auxquels votre plus petite entité corporative fait face, et quelles sont les occasions à saisir?

M. David McLellan: Notre entreprise prospérera et survivra grâce aux dépenses en immobilisations des grands producteurs d'éthanol et de pétrole. S'ils font des coupures, alors nous aurons moins de travail.

Cependant, l'occasion est liée aux parts de marché. Comme je l'ai dit dans ma déclaration préliminaire, notre technologie de complétion de puits était novatrice. En fait, il s'agissait d'un des principaux attributs à mettre de l'avant en cette période d'effondrement des prix du gaz naturel, et, maintenant, de fléchissement des prix du pétrole; soit de pouvoir tirer des hydrocarbures de ce qui était précédemment considéré comme des sources non rentables: le pétrole et le gaz de schiste.

Par conséquent, l'occasion qui s'offre, c'est que, premièrement, il y a des ressources de schiste partout sur la planète. Il faut arrêter de parler du pic pétrolier, car nous n'allons pas en manquer. Nous allons abandonner le pétrole bien avant d'en manquer. Il s'agit d'utiliser des technologies comme la nôtre qui permettront d'extraire des ressources qui, avant, étaient inaccessibles. Notre technologie est une méthode économique et efficace mise au point au Canada.

On rencontre une certaine résistance aux États-Unis. Il y a une attitude, particulièrement au Texas, selon laquelle « si ça n'a pas été inventé ici, c'est un peu comme si ça n'existait pas ». Ils peuvent se le permettre. Ils n'ont pas été confrontés aux mêmes pressions sur les prix que les producteurs canadiens. Ils font partie du plus gros marché de consommation du monde et sont très près d'être le plus important marché de raffinage. Ils n'ont pas été assujettis à la même surveillance réglementaire, et ils ne rémunèrent pas les employés de la même façon. Les producteurs canadiens ont eu les mains attachées derrière le dos et ont tout de même réussi à prospérer en étant plus novateurs.

Maintenant, en raison du nouveau régime de prix, je constate que les exploitants texans sont beaucoup plus prêts à discuter et à passer par-dessus le fait qu'il s'agit d'une technologie canadienne. En fait, pour tout dire, je l'ai présenté ainsi: nous sommes une entreprise mondiale. Nous sommes Canadiens et fiers de l'être, mais nous sommes maintenant une entité mondiale. Les Texans nous acceptent mieux si nous nous présentons ainsi.

• (1105)

Le président: Il vous reste une minute.

Mme Joyce Bateman: Une minute?

Je vais peut-être séparer le temps qui me reste entre M. McLellan et M. Leach. Vous avez déjà souligné l'importance de la diversité de notre marché. J'ai bien aimé vos commentaires sur la façon dont le Canada se compare au reste du monde en ce qui concerne la production pétrolière. Pouvez-vous nous parler de la façon dont il faut se diversifier?

Le président: Je vais demander aux deux témoins de répondre rapidement, s'il vous plaît.

M. David McLellan: L'accès aux voies maritimes.

Mme Joyce Bateman: D'accord, c'est assez bref.

Le président: Merci.

Monsieur Leach.

M. Andrew Leach: Il faut absolument percer les marchés qui offrent le plus de valeur. Actuellement, ce sont les voies maritimes, mais n'oublions pas pourquoi nous nous sommes retrouvés avec le marché que nous avons. C'est parce que nous avons refusé de nous rendre aux voies maritimes et avons préféré le centre du continent américain.

Le président: D'accord, merci.

Pour cette ronde, nous allons passer à M. Cullen, s'il vous plaît.

M. Nathan Cullen: Merci, monsieur le président.

Merci à tous. Je trouve que c'est un sujet fascinant en général. Nous tentons de nous faire une bonne idée des prix actuels et des prix auxquels il faut peut-être s'attendre. Certains ont parlé aujourd'hui également d'incertitude ou de volatilité. La situation est un peu volatile, mais les choses n'ont pas changé depuis quelques mois maintenant, et la plupart des prévisions énergétiques dont nous avons vent disent que, à tout le moins, les choses ne changeront pas de sitôt. La situation à laquelle je suis confronté, ce n'est pas tant la volatilité, mais le prix de 50 \$, simplement un prix bas. Est-ce que je suis vraiment hors des paramètres ici, monsieur Leach, simplement en ce qui concerne certaines des hypothèses que nous formulons au sujet du budget fédéral, au sujet de l'état de l'économie de l'énergie au Canada?

M. Andrew Leach: Non, je ne crois pas. Je crois que vous avez posé plus tôt la question de savoir si l'utilisation du prix au comptant en tant que variable prospective est valable. J'ai tendance à préférer

l'examen de la courbe à terme. On obtient ainsi une meilleure idée des prévisions du marché. Mais la Banque du Canada a produit au printemps dernier un rapport de recherche selon lequel le prix au comptant était la meilleure façon de prévoir un rendement au fil du temps, alors présumons que le prix d'aujourd'hui plus l'inflation...

M. Nathan Cullen: La Banque du Canada a dit cela au printemps dernier. Le ministère des Finances du Canada l'a dit en novembre dernier. Dans la mise à jour automnale sur l'économie canadienne, l'hypothèse retenue était le prix au comptant. C'est une approche conservatrice avec un petit « c ». Est-ce une approche prudente à adopter, si la banque le dit et que le ministère des Finances dit aussi que c'est une bonne marche à suivre?

M. Andrew Leach: Selon moi, de façon générale, les données probantes pointent effectivement dans cette direction.

M. Nathan Cullen: Je me demande s'il y a déjà eu des événements semblables, parce que nous constatons que la situation actuelle est différente du krach de 2008. La situation actuelle est peut-être une répercussion liée à l'offre. Il y a une surabondance dans le marché actuellement. Est-ce le cas, monsieur McLellan? Est-ce que j'évalue bien la situation?

Ma question précise est la suivante: je sais qu'il y a différentes marchandises et différentes industries, mais en quoi la situation est-elle différente de ce que nous avons vu du côté de l'essence et ce que nous avons vécu au cours des dernières années? Nous avons vu un nouvel et important approvisionnement de gaz sans qu'il y ait d'augmentation de la demande. En outre, les prix du gaz naturel sont toujours restés bas depuis combien d'années maintenant? Peut-être sept, huit...

M. David McLellan: Pas moins de cinq ans.

M. Nathan Cullen: Au moins cinq ans.

Y a-t-il une grande différence entre la situation actuelle et le prix du pétrole?

M. David McLellan: La différence, c'est dans l'ordre de grandeur. Il aurait fallu en parler plus tôt, mais, en 2015, on prévoit une consommation approximative de 93 millions de barils de pétrole par jour à l'échelle mondiale. La production actuelle est tout juste au-dessus de 94,5 millions de barils par jour, alors on parle d'un excédent d'environ 1,5 million de barils. Il pourrait y en avoir jusqu'à deux millions de barils, mais en tant que pourcentage de la demande mondiale...

M. Nathan Cullen: C'est un marché beaucoup plus gros que celui du gaz.

M. David McLellan: Oui. Ce n'est pas énorme.

M. Nathan Cullen: Par conséquent, une augmentation marquée de l'offre de gaz a un impact dépressif plus durable sur les prix du gaz. Dans le cas d'une augmentation de l'offre du pétrole, les choses sont légèrement différentes, selon vous, simplement parce que les ordres de grandeur sont différents?

• (1110)

M. David McLellan: Ou, l'excédent de gaz — qui est conservé en Amérique du Nord — était beaucoup plus important. La plupart des puits ne produisent pas exclusivement du pétrole ou du gaz. Au cours des dernières années, lorsque les prix du gaz ont chuté et que les prix du pétrole ont augmenté, les gens ont foré pour du pétrole, et ils ont obtenu les gaz secs associés à cette exploitation. On a continué à produire du gaz, que cela soit rentable ou non n'était pas important parce qu'on faisait de l'argent avec le pétrole.

M. Nathan Cullen: Merci.

Je veux parler rapidement de l'escompte. Il y a un escompte sur le bitume canadien. Est-ce exact, monsieur Leach?

M. Andrew Leach: Absolument.

M. Nathan Cullen: Quelle est la différence entre le coût de fabrication du bitume et celui des autres produits pétroliers?

M. Andrew Leach: Cela dépend en grande partie des installations où on les envoie, mais, de façon générale, à l'échelle internationale, les importants écarts de prix reflètent le coût de transformation. Par conséquent, si on parle de l'écart entre le Maya et le Brent, les 7 ou 8 \$ le baril reflètent deux choses: le coût de transformation et le rendement d'une raffinerie; on obtient alors une production de moindre valeur et il faut dépenser plus d'énergie pour la transformer dans une raffinerie dans le cadre d'un processus plus complexe. Par conséquent, lorsqu'on additionne toutes ces choses...

M. Nathan Cullen: Cela rend notre produit, le bitume, plus dispendieux à gérer...

M. Andrew Leach: Plus dispendieux et de moindre valeur.

M. Nathan Cullen: ... et de moindre valeur. Cela contribue à l'escompte sur le bitume canadien.

M. Andrew Leach: Oui.

M. Nathan Cullen: J'ai entendu parler de 7 ou 8 \$, parfois plus, encore là, selon la raffinerie choisie et le système utilisé. L'obsession au sujet des voies navigables, je la comprends: l'objectif est de diversifier le marché. Peut-on vraiment dire que l'escompte sur le pétrole canadien est lié exclusivement à l'accès au marché? Ou est-ce aussi un facteur qui contribue au coût plus élevé des intrants et à la production moins élevée et de moins grande valeur obtenue?

M. Andrew Leach: On aurait tort de présumer qu'un oléoduc transformera le bitume en pétrole brut léger. Si on le transporte vers la côte, il sera encore vendu avec un escompte qui reflète sa qualité. On éliminera simplement la composante géographique de l'escompte.

M. Nathan Cullen: J'ai jeté un coup d'oeil à l'écart entre le Brent et le WTI. L'écart fluctue un peu, il est de 10 à 11 \$ aujourd'hui. En moyenne, l'année dernière, il était inférieur à ce niveau. Il est parfois négatif. Le WTI est allé dans l'autre direction, et il a valu plus; alors les cours fluctuent aussi.

On a posé la question suivante au dernier groupe de témoins: si l'on s'en tient à un baril à 50 \$ — nous allons nous en tenir à ce prix puisqu'il est stable depuis quelques mois —, y a-t-il des occasions à saisir au sein du secteur canadien de l'énergie? Concentrons-nous sur cette question. Nous parlerons de fabrication plus tard. Actuellement, devrait-on réagir à ce prix de 50 \$ le baril par un changement de politique ou un changement d'orientation au sein de l'économie canadienne?

Je vais commencer par vous, monsieur Leach, puis M. McLellan et M. Schaefer pourront peut-être compléter.

M. Andrew Leach: Évidemment, pour tous ceux qui brûlent du pétrole et qui en utilisent — et cela inclut les raffineries —, l'accessibilité à une matière de base à faible prix est avantageuse. Pour ce qui est de l'économie canadienne et de l'avantage comparatif, ce que nous avons, et que d'autres n'ont pas, c'est d'énormes ressources pétrolières. La surabondance de pétrole dans le monde n'est évidemment pas une bonne nouvelle pour la richesse du pays et notre avantage comparatif.

Le président: Merci.

M. Nathan Cullen: C'est très intéressant de pouvoir passer autant de temps sur ce sujet.

Merci.

Le président: Monsieur Cannan, s'il vous plaît.

L'hon. Ron Cannan: Merci, mesdames et messieurs, d'être là aujourd'hui. C'est encore une fois une discussion des plus éclairantes. Je veux sans plus tarder vous poser mes questions.

Pour commencer, monsieur Leach, je sais que mon chef de cabinet vous suit de très près. J'aime bien vos commentaires. Je viens d'Edmonton, moi aussi, et j'ai passé du temps à l'Université de l'Alberta. Nous sommes heureux que vous soyez là pour nous faire profiter de votre expérience.

Vous étiez là, précédemment, lorsque les témoins précédents ont parlé de la revue *The Economist* et du fait que les Saoudiens et l'OPEP indiquaient vouloir produire 400 000 barils supplémentaires par jour à partir de 2015. Nous ne savons pas exactement combien de temps cela durera. À ce moment-là, notre excellent président a fait un bon résumé des répercussions de cette décision.

J'aimerais savoir si, selon vous, le secteur de l'énergie est en crise actuellement. De plus, vous pourriez peut-être nous expliquer plus en détail pourquoi vous croyez que les Saoudiens ont agi ainsi à ce moment précis.

M. Andrew Leach: Je crois qu'on peut appeler cela sans se tromper une crise, puisque le prix du produit a chuté d'environ 50 %. Il n'y a à peu près aucune autre façon de voir les choses.

Pour ce qui est de la stratégie des Saoudiens, je crois que c'est la non-action dont on a le plus parlé dans les marchés mondiaux du pétrole. En fait, ils n'ont pas fait grand-chose. Vous avez parlé de 400 000 barils par jour. C'est essentiellement une erreur d'arrondissement vu leur production. Si on regarde ce dont nous avons le plus parlé relativement à l'augmentation de la production mondiale du pétrole, elle vient non pas des Saoudiens, mais des petits producteurs aux États-Unis, de nos producteurs et ainsi de suite.

Selon moi, ce que les Saoudiens auraient raison de constater, c'est que leur capacité ou la capacité de l'OPEP de faire peser leur poids sur le marché est maintenant réduite par l'existence de cette nouvelle technologie dont M. McLellan a parlé. On peut forer un puits, en commencer la production et en tirer la moitié de tout le pétrole qu'il contient en de 12 à 18 mois. Il est difficile d'exercer son pouvoir sur le marché dans un tel contexte, parce que si on réduit la production maintenant, on laisse les prix monter, et tous ces appareils de forage reprendront du service. Tous ces puits recommencent à être exploités, etc. Par conséquent, l'environnement dans lequel l'OPEP exerce ses activités a simplement un peu changé. Ce que l'on peut comprendre de ses actions, s'il y a quelque chose à en tirer, c'est que l'OPEP est moins agressive. Elle n'envahit pas le marché avec une nouvelle production.

•(1115)

L'hon. Ron Cannan: D'accord, merci.

Je vais passer à Mme Kent. J'apprécie la participation de votre industrie et le fait que votre association tente d'aider à faire du Canada une superpuissance mondiale de l'énergie propre. J'ai participé à plusieurs des réunions du comité au fil des ans. Vous pourriez peut-être en dire plus au comité sur l'incidence du contexte actuel sur la production de l'éthanol du point de vue d'un fournisseur d'énergie.

Mme Andrea Kent: Une des choses propres à notre secteur qui est assez évidente du point de vue des politiques — compte tenu de l'environnement tarifaire actuel —, c'est que les politiques mises en place en 2006 fonctionnent comme elles le devaient. Une des raisons pour lesquelles on a inclus des exigences liées au contenu renouvelable dans le bassin de carburants, c'était pour atténuer les fluctuations et pour stabiliser la demande en périodes d'incertitude. Compte tenu du rétrécissement des marges actuellement, le fait de pouvoir compter sur ces mandats et cette stabilité politique est évidemment un facteur très important.

Nous sommes chanceux, ici, parce que nos mandats ont été établis en pourcentage. Nous n'avons pas la même politique qu'au sud, aux États-Unis, où les volumes de contenu renouvelable sont négociés chaque année. Une bonne partie de l'ambiguïté à laquelle nous sommes confrontés actuellement, au chapitre de l'environnement tarifaire, est légèrement accentuée parce que l'EPA n'a pas établi les volumes de mélange pour 2014 ni 2015.

Je crois qu'il est important de prendre le temps de réfléchir au fait que nous avons mis en place des politiques qui fonctionnent et qui aident à stabiliser la demande face aux diminutions de prix. C'est sûr. Je crois qu'il faut aussi reconnaître de quelle façon la production a crû. Nous avons réussi à faire passer la production d'éthanol au Canada à 1,8 milliard de litres. C'est impressionnant. La prochaine étape logique pour garantir le maintien de cette croissance favorable à l'avenir et pour s'assurer que des politiques canadiennes très fortes continuent de suivre le pas sur le marché international consistera à augmenter les mandats.

L'hon. Ron Cannan: Notre ancien collègue Bob Mills, qui a siégé au sein du comité pendant un certain nombre d'années, était passionné par le recours aux carburants de remplacement. Je sais qu'il a passé neuf ans au sein de l'administration municipale et, récemment, le gouvernement fédéral a publié le rapport intitulé *La gestion des déchets solides municipaux et industriels* qui envisageait de favoriser l'utilisation de l'éthanol cellulosique comme source d'approvisionnement. Pouvez-vous nous expliquer de quelle façon cela pourrait aider à intégrer d'autres biocarburants dans la chaîne d'approvisionnement?

Mme Andrea Kent: Absolument. Oui, je connais M. Gale. Son groupe à Niagara compte maintenant parmi nos membres. Nous sommes très fiers de les compter dans nos rangs.

Le comité de l'environnement a fait du bon travail pour examiner de façon exhaustive la question des déchets municipaux et la façon dont ce problème touche vraiment les municipalités et les collectivités partout au Canada. Ce que bon nombre de personnes ne comprennent pas, c'est que les sources de matières premières des biocarburants se sont élargies et incluent maintenant les déchets solides municipaux. Prenons l'éthanol cellulosique, qui est décrit comme de l'éthanol ou un biocarburant pouvant être créé à partir de produits qui incluent les déchets solides municipaux; nous pouvons utiliser cet éthanol, diminuer les émissions de GES de 62 % et produire du combustible propre pour les transports. C'est vraiment gagnant-gagnant.

L'hon. Ron Cannan: Félicitations.

Mme Andrea Kent: Merci.

L'hon. Ron Cannan Cannan: Je sais que les préoccupations dans le Sud concernent bien sûr le maïs et toutes les autres répercussions là-bas, mais nous envisageons des carburants de remplacement.

Monsieur McLellan, félicitations à vous et à votre entreprise pour votre technologie novatrice à l'intention de l'industrie du pétrole et du gaz.

En tant que vice-président du groupe Canada-États-Unis, je pars pour Washington dans quelques semaines; je vais aller travailler avec nos collègues là-bas et avec notre principal partenaire commercial. Pouvez-vous nous parler un peu plus d'un commentaire récent du président Obama selon lequel le pétrole canadien est obtenu au terme d'un processus extrêmement sale. Êtes-vous d'accord avec ce commentaire?

M. David McLellan: Absolument pas. Je trouve ce commentaire offensant.

Premièrement, il y a les sables bitumineux, c'est probablement ce dont il parlait, mais nous avons aussi nos propres huiles de schiste et le pétrole classique. J'ai travaillé dans le domaine des sables bitumineux avant de me joindre à Packers Plus. J'avais amené des cadres américains d'une installation de transformation du pétrole de Californie visiter notre site. Nous partageons une piste d'atterrissage avec Statoil. Durant la descente, ils étaient tout excités par ce qu'ils voyaient par le hublot: des lacs purs et des forêts. Il s'agissait d'une exploitation in situ. Ils ont dit: « Eh bien, ce n'est vraiment pas ce à quoi on s'attendait ».

• (1120)

Le président: J'aimerais rappeler aux membres qu'il faut garder du temps pour les témoins. Nous avons pris beaucoup de retard.

M. David McLellan: Nous le faisons mieux que quiconque.

Le président: D'accord.

Je suis désolé. Je vous demande pardon, mais il faut laisser les témoins répondre.

[Français]

Monsieur Côté, vous avez la parole.

M. Raymond Côté: Merci, monsieur le président.

Monsieur Leach, le premier groupe de témoins a notamment évoqué plus tôt que le marché du pétrole était hautement spéculatif. Il y a eu une mutation profonde au cours des dernières décennies.

On parle beaucoup du facteur de l'offre et de la demande, mais il y a aussi le facteur du pétrole comme véhicule d'investissement. Cela explique — et vous pourrez me le confirmer — la brusque chute du prix du baril qu'on a observée au cours des derniers mois. Au fond, le fait que le marché soit très ouvert a accéléré cette chute de façon passablement brusque.

Jusqu'à quel point le facteur « investissement », selon lequel les investisseurs peuvent avoir plus ou moins confiance en la valeur future du baril, pourrait-il influencer les choses, soit en maintenant le prix du baril bas, soit en ralentissant l'augmentation du prix du baril?

M. Andrew Leach: Je vous remercie de la question.

[Traduction]

Il est évident qu'il y a un important marché de contrats à terme et d'options et toutes sortes de transactions spéculatives liées aux marchés du pétrole brut. Ce qui est toujours à l'origine de ce marché, d'un côté, c'est l'exploitant qui produit le baril, et de l'autre, vous avez l'entité qui brûle ou utilise le baril, qui le transforme en carburants de transport.

À court terme, c'est sûr qu'il peut y avoir des amplifications. Cependant, à long terme, les choses devraient revenir à ce qu'elles étaient en 2008, lorsqu'il y avait toujours quelqu'un prêt à payer 147 \$ pour brûler un baril de pétrole. Actuellement, il faut que quelqu'un soit prêt à produire et à livrer un baril de pétrole sur le marché pour 50 \$. C'est ça la donnée fondamentale sous-jacente au marché.

Je crois que, là où vous avez vu juste — et M. McLellan y a fait allusion —, c'est que la technologie a changé dans le marché. Elle permet maintenant à plus de personnes de vendre des barils de pétrole sur le marché et de faire de l'argent, même lorsque les prix sont bas comme actuellement. Cela a changé la donne beaucoup plus que les investissements spéculatifs dans le marché.

[Français]

M. Raymond Côté: À mon avis, un autre aspect est assez important. Les investisseurs l'ont beaucoup observé lorsqu'ils voulaient faire des transactions liées à des produits pétroliers.

Il n'a pas beaucoup été question de la réserve stratégique de pétrole aux États-Unis. Si j'ai bien compris, les Américains cherchaient à réduire cette réserve parce qu'ils ne voyaient plus l'intérêt de la maintenir très élevée. Par contre — et peut-être pourrez-vous me donner plus de détails sur cette évolution —, il semble que la réserve se maintienne, probablement à cause des bas prix et parce qu'on veut éviter d'accentuer la baisse. C'est un facteur dont on tient compte dans le cadre des transactions. Même si, dans l'absolu, l'effet n'est peut-être pas si important, il peut accentuer la baisse du prix sur le marché.

D'après vous, jusqu'à quel point un facteur de ce genre pourrait-il influencer les prix à l'avenir?

[Traduction]

M. Andrew Leach: À ma connaissance, la réserve stratégique de pétrole aux États-Unis n'a pas bougé en réaction à la chute actuelle de prix. Ce que l'on peut constater, c'est d'importantes augmentations des réserves de pétrole non stratégiques aux États-Unis et dans les réservoirs de stockage flottants des pétroliers, pour ne nommer que ceux-là. Essentiellement, les gens font le pari que les prix du pétrole brut vont augmenter s'ils stockent du pétrole brut, mais il ne s'agit pas d'une réserve stratégique. Pour ce qui est de la réserve stratégique, je n'ai vraiment rien d'autre à ajouter.

[Français]

M. Raymond Côté: Compte tenu de ces réserves non stratégiques, on peut supposer qu'une éventuelle remontée pourrait être retardée de quelques mois voire de quelques années, de façon à écouler les réserves détenues par les diverses compagnies à l'échelle du monde. L'Amérique du Nord est quand même un marché particulier.

[Traduction]

M. Andrew Leach: Je crois qu'on peut voir les choses de deux façons. On peut se dire que les gens conservent ces stocks parce qu'ils s'attendent à ce que les prix du brut augmentent assez pour rentabiliser les frais de stockage. C'est simplement un autre aspect du marché. Les gens conservent des réserves comme ils le feraient dans le cadre de toute autre activité commerciale.

• (1125)

[Français]

M. Raymond Côté: Monsieur McLellan, voulez-vous intervenir?

[Traduction]

M. David McLellan: À ce sujet — et ce n'est pas nécessairement de la spéculation —, je peux acheter un baril de pétrole aujourd'hui à 50 \$ ou je peux le vendre à terme pour 58 \$. Si mes coûts d'entreposage sont de 75 ¢ le baril par mois, je vais faire de l'argent. Une bonne partie de cette vente prospective est déjà en place.

[Français]

M. Raymond Côté: Combien de temps de parole me reste-t-il, monsieur le président?

[Traduction]

Le président: Il vous reste une minute.

[Français]

M. Raymond Côté: Très bien.

Madame Kent, vous avez parlé des effets du prix du baril sur d'autres types de carburant, dont le biocarburant. Vous vous êtes dite préoccupée par le fait que le prix du baril pourrait être maintenu à un bas niveau. J'imagine que cela a un effet assez structurant par rapport à l'industrie que vous représentez.

Est-ce qu'à long terme cela pourrait mettre à mal la capacité de production de certains types de biocarburants?

[Traduction]

Mme Andrea Kent: Merci d'avoir posé la question.

Jusqu'à présent, notre production est restée stable malgré les prix. Je crois que l'avenir est encore prometteur pour notre industrie. C'est en grande partie en raison de l'effet stabilisateur sur la demande des mandats, mais il faut aussi reconnaître le travail de nos membres. Ils ont innové. Ils se sont diversifiés. M. Cannan a parlé de la technologie cellulosique, qui fait son apparition. Il s'agit d'une technologie sans précédent, mais une bonne partie de la production est faite dans des installations de transformation de l'éthanol préexistantes qui se diversifient et qui adoptent de nouvelles technologies. Je crois qu'il faut appuyer cette diversification à l'avenir parce que, en fait — d'un point de vue économique, pour nous, pour le secteur pétrolier et pour tout le monde — la diversification est une question de compétitivité, et la compétitivité, une question de survie.

[Français]

M. Raymond Côté: Merci beaucoup, madame Kent.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Côté.

[Traduction]

Monsieur Van Kesteren, la parole est à vous.

M. Dave Van Kesteren: Merci à vous tous d'être là. C'est une discussion fascinante.

Monsieur McLellan, vous avez mentionné que le pic pétrolier n'est plus... Je me rappelle lorsque j'ai gagné mes premières élections. Le sujet de l'heure, c'était que nous allions manquer de pétrole. Vous avez raison: de nos jours, nous parlons du fait que nous avons possiblement des réserves pendant encore 200 ans. Personne ne sait ce qu'ont les Saoudiens; ils ne semblent pas vouloir nous le dire. L'un des aspects que nous n'avons pas abordés, c'est le fait que les prix élevés du pétrole encouragent beaucoup de nouveaux développements. Disons la vérité, même si nous ne parlons plus d'un pic pétrolier, d'après ce que je comprends du forage, nous avons épuisé toutes les sources faciles à extraire. Est-ce que nous creusons à des profondeurs de sept milles parfois pour atteindre des réserves je ne sais où dans le golfe du Mexique?

M. David McLellan: On mise sur d'incroyables technologies de nos jours pour avoir accès au pétrole.

M. Dave Van Kesteren: Je soupçonne que, compte tenu des faibles prix du pétrole, une bonne partie des activités de développement n'ont tout simplement pas lieu. Sommes-nous en danger de peut-être... Nous savons quels sont nos besoins en nombre de barils à l'échelle internationale. Nous savons ce que nous produisons, et nous savons ce que nous allons devoir produire, à part ce que les Saoudiens ont. La plupart des pays savent où ils se situent.

Sommes-nous exposés au risque que, lorsque tout cela se produira — parce qu'il n'y a pas eu de nouveau développement, et lorsque les choses se remettront à rouler... ils ne pourront pas répondre à la demande?

Est-ce qu'un de vous deux a quelque chose à dire à ce sujet?

M. David McLellan: Comme je l'ai dit tantôt, il y a un excédent d'environ 1,5 million de barils par jour. La demande mondiale croît d'environ un million de barils par jour.

N'oubliez pas qu'on note des réductions dans les champs de pétrole partout sur la planète. Les sables bitumineux ont un profil unique.

Dans le domaine du pétrole de schiste, comme Andrew l'a souligné à juste titre, on peut commencer ou arrêter la production très rapidement. Les producteurs de pétrole de schiste sont devenus les producteurs d'appoint du monde. Lorsque la demande entrera en période de compensation ou de croissance, que l'excédent sera éliminé et que la croissance se poursuivra, le pétrole de schiste de l'Amérique du Nord permettra de répondre à la demande pendant un certain nombre d'années.

Je travaille à l'échelle internationale avec un certain nombre d'autres pays qui possèdent leurs propres ressources de pétrole de schiste, et ils se demandent de quelle façon poursuivre leur développement et recréer le miracle du schiste nord-américain.

Nous n'avons pas à craindre de pénuries, à part s'il y a une interruption majeure de l'approvisionnement au Moyen-Orient, en Russie, au Venezuela ou dans certaines régions plus instables. Il y en aura beaucoup là-bas, mais vous avez raison, les prix seront plus élevés.

Pour ce qui est des gains d'efficacité, vous vous rappelez la loi de Moore sur les transistors? Dans une certaine mesure, nous en faisons l'expérience dans le secteur du pétrole et du gaz. Les percées que nous faisons quant à la productivité individuelle des puits sont rapides. La vitesse à laquelle nous pouvons forer les puits et les mettre en production et la productivité de ces puits sont beaucoup plus élevées qu'elles l'étaient encore récemment, en 2005, et elles continueront de s'accroître. Des compagnies comme la nôtre passent

la moitié de leur temps à se demander quelle est la prochaine étape et de quelle façon rester en avance sur la concurrence.

● (1130)

M. Dave Van Kesteren: Monsieur Leach, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Andrew Leach: Je crois que nous avons constaté durant la transition que, avant, nous envisagions la courbe mondiale de l'offre de pétrole comme étant — je ne sais pas comment vous allez reproduire ce que je fais à la transcription, mais je suis un économiste qui fait des dessins avec ses mains — une offre verticale rigide. Peu importe l'augmentation des prix, il n'y avait pas vraiment plus de pétrole.

Ce que nous constatons actuellement est lié non pas seulement au pétrole de schiste, mais aussi aux technologies comme celles que nous voyons, par exemple, dans le secteur des sables bitumineux et des eaux profondes. La courbe mondiale de l'offre a atteint un plateau. Si on regarde du côté des produits synthétiques, c'est encore plus évident. Il y a beaucoup plus de pétrole disponible à une diversité de prix que nous aurions pu le croire dans le passé. C'est simplement un changement au sein du marché.

M. Dave Van Kesteren: Personne n'aime la récession, mais je crois que vous avez bien décrit ce qui se produit lorsque ce genre de choses arrive. Nous faisons le ménage et nous perfectionnons beaucoup notre art. De ce côté, c'est encourageant. Je crois que nous allons nous relever et être beaucoup plus compétitifs.

Pouvez-vous nous indiquer... De toute évidence, le secteur pétrolier fera de l'argent. Comme notre président l'a souligné, les recettes du gouvernement diminueront.

Dans mon coin de pays, nous avons beaucoup de serres, et le faible prix du gaz s'est révélé un atout pour les producteurs, qui peuvent exporter leur production aux États-Unis. Peut-on constater la même chose au Canada en raison du faible prix du pétrole? Pouvez-vous nous parler de certains secteurs qui en bénéficieront et qui, au bout du compte, permettront d'accroître les recettes gouvernementales?

M. Andrew Leach: Je crois que le meilleur résumé de la situation est celui de la Banque du Canada, dans une déclaration récente. Elle a indiqué que, comme vous l'avez décrit, il y a effectivement des industries, des consommateurs, etc. qui bénéficieront du faible prix du pétrole, mais, d'un point de vue global, le Canada est un exportateur net de pétrole. Dans une certaine mesure, nous sommes une économie fondée sur le secteur primaire, même si nous ne le sommes pas autant qu'on voudrait bien nous le faire croire. Tout compte fait, ce sera négatif, mais cela ne signifie pas que la situation est dramatique ni qu'il n'y a aucun aspect positif dans tout cela. Le transport, c'est le secteur qui saute aux yeux.

M. Dave Van Kesteren: Madame Kent, quel est le pourcentage maximal d'éthanol dans l'essence? Je vois ici 5 %, mais 5 %, c'est ce qu'exige le gouvernement; à quel point les fabricants commenceront-ils à dire que c'est un peu trop élevé?

Mme Andrea Kent: Cela dépend vraiment, mais les niveaux de mélanges moyens, comme l'essence E15 sont largement utilisés dans les véhicules de nos jours. Bien sûr, les véhicules polycarburants peuvent utiliser des mélanges à haute teneur en éthanol. Dans le cas des véhicules polycarburants, il faut utiliser un carburant plus propre pour en tirer les avantages environnementaux, et c'est là où l'accès au marché devient important.

M. Dave Van Kesteren: Encore une fois, il y a beaucoup de place pour une expansion.

Mme Andrea Kent: En effet.

Le président: Merci, monsieur Van Kesteren.

Je vais commencer le prochain tour.

Monsieur McLellan, vous avez très bien décrit votre entreprise. Elle est très novatrice. Je vous félicite bien sûr pour cela. Mais votre entreprise et d'autres entreprises du genre ont transformé le marché mondial de l'énergie, n'est-ce pas? Vous y êtes arrivé. Comme vous l'avez dit, vous avez marqué le début d'une nouvelle ère.

En ce qui concerne la production — et j'espère que mes chiffres sont justes —, la production américaine de pétrole brut s'élevait, en 2008, à cinq millions de barils par jour. En 2014, je crois qu'elle était passée à 7,4. On prévoit que, en 2015, elle sera à 8,5, et en 2016, à 9,3. J'espère que ces chiffres sont justes, mais ils sont révélateurs d'une tendance évidente en ce qui concerne l'offre. Comme vous l'avez mentionné, la demande baisse en ce moment, alors vous avez transformé le marché.

M. Leach a indiqué que les Saoudiens sont peut-être moins agressifs qu'ils pourraient l'être, mais l'impression que cela donne — et, en fait, beaucoup d'observateurs le disent —, c'est qu'ils tentent de conserver leur part de marché. Si vous regardez les choses d'un point de vue très cynique, on dirait presque qu'ils tentent de freiner votre progrès, voire même de vous chasser du secteur, afin de conserver leurs parts de marché actuelles.

Compte tenu de cette situation — et c'est peut-être la réalité, je ne dis pas que ce n'est pas le cas —, de quelle façon votre entreprise et d'autres entreprises réagiront-elles à la situation?

M. David McLellan: Premièrement, un de leurs impératifs, c'est de ralentir la croissance dans le secteur du pétrole de schiste. Ils ont déjà perdu beaucoup de parts de marché aux États-Unis. Ils étaient le principal fournisseur des États-Unis. C'est maintenant le Canada qui joue ce rôle. Les Saoudiens exportent moins d'un million de barils par jour aux États-Unis, alors défendre leurs parts de marché est un de leurs objectifs importants.

Une autre chose qu'ils tentent de faire, c'est de ralentir la croissance dans le secteur des carburants concurrentiels. Les prix plus bas vont réduire la demande pour ces carburants... Pour nuire à certains de leurs ennemis stratégiques, si je peux le dire ainsi, l'Iran et la Russie. Il y a pas mal de choses qui entrent dans l'équation, mais ils adoptent une approche tout à fait rationnelle d'un point de vue économique. À l'échelle mondiale, ce sont eux qui produisent au moindre coût.

Pour ce qui est de notre secteur, bien sûr, cela ralentira beaucoup nos activités nord-américaines, mais nous traitons aussi avec l'Arabie saoudite. Nous avons certains systèmes en place en Arabie saoudite et dans toutes les régions du globe. Nous avons des bureaux partout. Partout où il y a du pétrole de schiste et du gaz de formation imperméable, notre entreprise est là. C'est une épée à double tranchant.

Plus nous produisons d'hydrocarbures et plus nous arrivons à le faire rapidement et à moindre coût, moins il est probable que les prix reviennent à, par exemple, 100 \$ le baril. Cependant, dans l'ensemble, ce sont les consommateurs qui sortent gagnants. C'est une question de productivité, et nous rendons le secteur plus productif.

• (1135)

Le président: Mais, si l'objectif des Saoudiens est en fait de conserver leurs parts de marché et de nuire à des entreprises comme la vôtre et de faire baisser votre production plutôt que de la laisser croître, comme les chiffres que j'ai cités au début... D'après ce que je

comprends des entreprises comme la vôtre du secteur, si, en fait, vous diminuez votre production, vous pourrez la réaugmenter très rapidement. Alors les Saoudiens ne peuvent pas maintenir cette stratégie sur cinq ou dix ans.

J'aimerais que M. Leach commente cela.

Je ne suis pas vraiment sûr. J'imagine que c'est la raison pour laquelle j'éprouve autant d'incertitude quant à savoir où l'on s'en va vraiment avec les prix du pétrole si c'est leur objectif. Disons que vous réduisez votre production plutôt que de l'augmenter et que les Saoudiens atteignent leur objectif à court terme. Le fait demeure que, une fois qu'ils mettront fin à cette politique, ce qu'ils devront faire un jour, vous n'aurez qu'à relancer votre production, et ils se retrouveront à nouveau dans la même situation.

M. David McLellan: C'est le rôle qu'ils nous confèrent en tant que producteur d'appoint. C'est un rôle qu'ils ont joué historiquement, et maintenant ils se rendent compte que le pétrole de schiste américain peut le faire. Il va seulement falloir nous défendre.

Il y a environ 9,7 millions de barils par jour de produits. La Russie arrive en première place. Les Saoudiens, en deuxième. Ils n'ont probablement pas la capacité de dépasser les 11 millions de barils par jour.

Le président: Monsieur Leach, avez-vous quelque chose à ajouter à cela?

M. Andrew Leach: On revient à ce que j'ai dit plus tôt, en fait, ce qu'on voit des Saoudiens, c'est une non-action. Ils continuent de produire, et ils agissent comme on s'attendrait à ce que le fasse un producteur compétitif.

Ce qu'ils ont constaté, c'est l'érosion de leur pouvoir sur le marché en raison des facteurs mentionnés par M. McLellan. Auparavant, les Saoudiens avaient la capacité de faire baisser les prix de façon à éliminer les producteurs à coût élevé. Ensuite, ils réduisaient leur propre production, les prix augmentaient, et ils tiraient profit de la situation. Maintenant, le deuxième élément de cette équation n'existe plus.

Ils pourraient couper leur production maintenant. Les prix remonteraient, mais qui comblerait le manque à gagner? Ce serait le pétrole léger américain, entre autres. Ils ne pourraient plus profiter des prix élevés par la suite.

Lorsque les gens parlent de la compétition pour l'obtention des parts de marché, c'est un peu ça. Ils savent que quelqu'un d'autre prendra leur place, que ce soit les carburants de remplacement ou d'autres producteurs. Je crois vraiment qu'il s'agit d'une réaction qui n'est pas proactive. Je ne caractériserais pas leur comportement comme une tentative active de faire porter le chapeau aux producteurs d'appoint américains comme M. McLellan l'a dit. C'est simplement la réalité du nouveau marché.

Le président: Se trouvent-ils dans une situation sans issue, au sens où ils n'ont pas vraiment d'options?

M. Andrew Leach: Je crois qu'ils sont davantage des compétiteurs. Ils n'ont plus autant de pouvoir sur le marché qu'avant, alors ils ont moins le gros bout du bâton.

Le président: J'aime le commentaire sur le fait que les économistes ont toujours des opinions partagées. Avec eux, c'est toujours: d'un côté... d'un autre côté... On aimerait bien pouvoir n'envisager les choses que d'un seul côté.

Vous avez dit que nos oeufs ne sont pas tous dans le même panier. Une des critiques formulées contre le gouvernement du Canada — certainement pas par moi, mais bien par d'autres personnes —, c'est que le gouvernement actuel a mis tous ses oeufs dans le même panier en ce qui concerne le secteur de l'énergie. Vous dites que ce n'est vraiment pas le cas. Je voulais simplement que vous nous en disiez plus à ce sujet.

M. Andrew Leach: Si l'on examine la situation du Canada, que ce soit du point de vue énergétique ou des ressources ou peu importe le panier de Statistique Canada qu'on veut bien utiliser, de façon générale, notre dépendance à l'égard des ressources diminue au fil du temps. Elle ne s'est pas accrue durant le mandat du gouvernement actuel, ni même durant le mandat des deux ou trois derniers gouvernements. Ce qui s'est dit à ce sujet, c'est probablement surtout à des fins rhétoriques. Si vous aviez demandé aux Canadiens dans quelle mesure nous sommes dépendants de l'industrie du pétrole, je crois qu'ils se sont fait dire encore et encore que c'est le moteur de notre économie. Alors, ce serait naturel pour eux de croire que c'est le cas et que c'est l'unique force. L'autre aspect des choses, c'est l'accent que nous mettons sur les déficits comparativement aux dépenses gouvernementales totales. Prenons l'Alberta à titre d'exemple à ce sujet; nous venons de constater le changement des recettes prévues du gouvernement albertain, un changement de 900 millions de dollars, mais cela a fait passer la province d'un déficit à un surplus. On parle d'une fluctuation de 900 millions de dollars sur des recettes annuelles de 46 milliards de dollars ou peu importe le montant des recettes totales. C'est une fluctuation relativement petite, mais elle semble importante parce que nous mettons l'accent sur les déficits et les surplus.

La même chose s'applique à l'échelon fédéral. Nous sommes très intéressés de savoir s'il y aura un déficit ou un surplus. Le fait de dire que cela dépendra du prix du pétrole nous fait croire que le pétrole représente une part beaucoup plus importante de l'économie globale que ce n'est le cas en réalité.

• (1140)

Le président: Puis-je vous poser une dernière question? Le gouverneur de la Banque du Canada semble dire qu'il y a un effet négatif sur l'économie canadienne, mais que ces répercussions

négatives sont surtout à court terme, tandis que les répercussions positives que l'on peut envisager, surtout compte tenu de la dépréciation du dollar, se feront davantage sentir à moyen terme. Êtes-vous d'accord avec cette analyse?

M. Andrew Leach: Je n'ai pas entendu ce commentaire précis. Je l'ai vu dire qu'il s'agissait peut-être d'un choc pétrolier initial.

Le président: C'est peut-être mon commentaire à propos de ce que j'ai lu.

M. Andrew Leach: Je n'ai pas entendu ce commentaire précis. Je crois que nous constatons qu'il faudra pas mal de temps avant que la demande se stabilise et tire profit des bas prix ici, mais cette situation n'est pas unique au Canada. C'est la même chose partout. C'est le cas au sein de l'économie américaine. C'est le cas au sein de l'économie mondiale.

Je crois qu'il faut aussi se rendre compte du fait que les répercussions, comme les répercussions du boom, ne sont pas réparties de façon uniforme... si l'Alberta a obtenu la part du lion des avantages lorsque les choses étaient en hausse, c'est aussi cette province qui se retrouvera avec la part du lion des coûts — l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan, dans une certaine mesure.

Je crois qu'au bout du compte, ce sera positif, comme le gouverneur l'a dit, mais n'oublions pas qu'il y a beaucoup de choses sous-jacentes qui se passent, dans les régions, les provinces et ainsi de suite.

Le président: Merci.

Je tiens à tous vous remercier de cette discussion fascinante que nous avons eue ce matin. S'il y a autre chose que vous voulez nous dire, veuillez s'il vous plaît nous les présenter. Nous nous assurerons de transmettre ce que vous nous aurez fourni à tous les membres. Merci beaucoup.

Chers collègues, je demande au secrétaire parlementaire, au vice-président et, peut-être, à M. Dubourg de rester pour une discussion informelle en ma compagnie après la réunion.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>